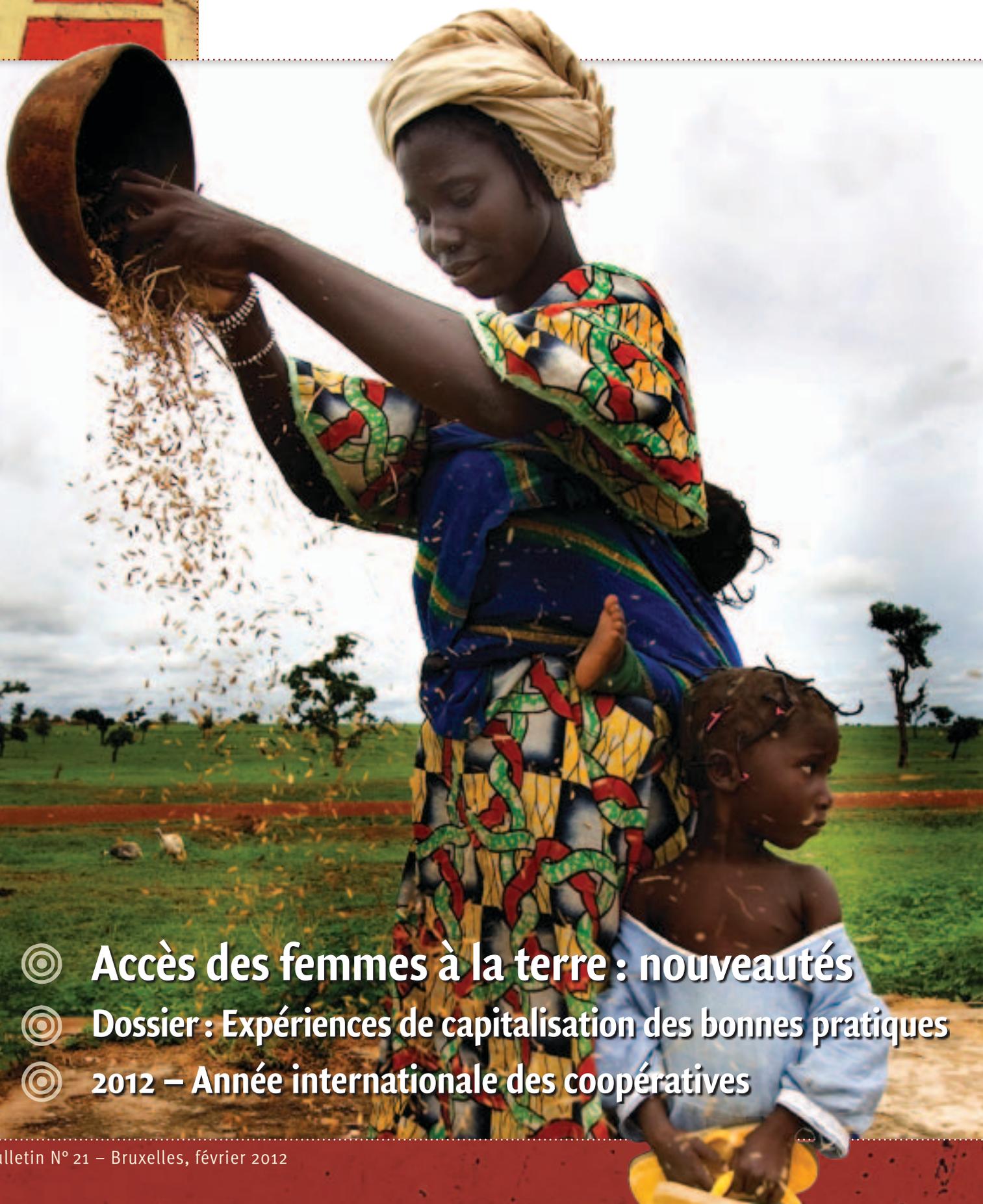




Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES, GENRE ET DÉVELOPPEMENT



- ◎ **Accès des femmes à la terre : nouveautés**
- ◎ **Dossier : Expériences de capitalisation des bonnes pratiques**
- ◎ **2012 – Année internationale des coopératives**

Sommaire

- 3 | Niger – Une terre pour un siècle pour les femmes de Banizoumbou
- 5 | Mali – Coopératives féminines et ententes foncières
- 7 | Madagascar – La réforme foncière et l'accès des femmes à la terre
- 9 | Dossier Capitalisation des bonnes pratiques
 - 9 | FarmAfricPedia. Une plate-forme collaborative pour partager le savoir agricole local
 - 10 | AgriKnowledge : deuxième Foire internationale aux savoirs
 - 11 | Formation-action sur la capitalisation des bonnes pratiques
 - 12 | IED Afrique met l'accent sur la capitalisation des expériences
- 14 | Portraits de Femmes – Françoise Bibiane Yoda
- 16 | Une alternative durable pour le Burundi rural
- 17 | L'horticulture urbaine et péri-urbaine au Burundi
- 18 | Sénégal – Meilleures techniques pour la transformation de produits halieutiques par les femmes de Toubacouta
- 20 | Prix International Roi Baudouin pour le Dr Denis Mukwege
- 21 | RDC - A vélo pour combattre le viol au Katanga
- 22 | 2012 – Année internationale des coopératives
- 23 | Ressources



© FAO / James Belgique

Amies lectrices, amis lecteurs,

Nous vous souhaitons la bienvenue dans ce nouveau numéro du bulletin FAO-Dimitra.

Ce numéro se concentre sur des activités particulièrement innovantes qui permettent aux femmes d'avoir un meilleur accès à la terre dans différents pays africains. Au Niger, grâce aux débats initiés dans leurs clubs d'écoute, les femmes de Banizoumbou ont obtenu un grand terrain et sa sécurisation pour 99 ans. Cette initiative a attiré d'autres investisseurs qui vont encore dynamiser les activités qui seront mises en place. On peut aussi espérer qu'à la fin du bail, toutes les discriminations à l'encontre des femmes par rapport à la terre auront disparu. Au Mali, le Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR) a accompli un travail important pour ce qui est de l'implication des femmes dans son programme d'aménagement des eaux de surface en protégeant leurs droits d'accès à la terre, en exigeant leur participation dans les centres de décision, et en leur donnant accès à la formation nécessaire pour la conduite d'une activité économique. A Madagascar, la coutume prévaut toujours sur la réforme foncière qui donne pourtant un accès égal à la terre pour les femmes et les hommes. Une recherche-action dans les Hauts-Plateaux a montré la nécessité de faire des campagnes de sensibilisation approfondies.

L'accès à l'information et le partage des savoirs sont des éléments fondamentaux pour le développement d'une agriculture durable. Ce numéro met en lumière plusieurs exemples de capitalisation des expériences et bonnes pratiques, que ce soit par une Foire internationale aux savoirs, une formation pour mieux faire comprendre ce qui se cache derrière les mots « savants » de la capitalisation, une plate-forme en ligne sur les connaissances agricoles autochtones (FarmAfricPedia) ou encore le partage des connaissances par des organisations comme l'IED Afrique.

Au Burundi, le CAFOB, partenaire de Dimitra dans le pays, collabore au projet d'horticulture urbaine et périurbaine (HUP) de la FAO en y impliquant ses associations de femmes maraîchères. Ces associations et le projet HUP sont également en lien avec l'approche Champ Ecole Paysan que la FAO a mis en place, notamment

en ce qui concerne le renforcement des capacités agricoles et nutritionnelles des populations vulnérables et en encourageant le partage des bonnes pratiques entre petit(e)s exploitant(e)s pour augmenter leur production agricole.

Le lauréat du Prix International Roi Baudouin pour le Développement 2010-2011 est le Dr Denis Mukwege, gynécologue et directeur de l'hôpital de Panzi, à Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo. Il a reçu ce Prix pour son action qui permet de restaurer la dignité de milliers de femmes victimes de violences sexuelles. Dans ce cadre, nous présentons également une campagne originale à vélo contre les violences sexuelles au Katanga.

Françoise Yoda du Burkina Faso illustre notre Portraits de Femmes. Elle est chargée de communication et plaider pour le Réseau Femmes en Action du Burkina Faso et a une grande expérience dans l'animation et l'accompagnement des femmes rurales.

Le Programme Italien pour la Sécurité Alimentaire (PISA) a formé les femmes de Toubacouta au Sénégal à de nouvelles techniques de transformation de produits halieutiques qui les a aidées à garantir la sécurité alimentaire de leurs familles. L'utilisation d'une stratégie de communication au développement a été cruciale dans la démarche du programme.

Cette année 2012 a été déclarée Année internationale des coopératives. Celles-ci seront mises à l'honneur par une série d'initiatives des Nations unies ayant pour but d'encourager la création et la croissance de ces entreprises particulières qui sont au cœur d'un développement économique durable respectueux de leurs membres.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce bulletin et attendons avec impatience de recevoir vos réactions!

Marcela Villarreal
Directrice
Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et l'emploi rural (ESWD)
Département du développement économique et social de la FAO

CONTACTEZ-NOUS

FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique
Eliane NAJROS, Coordinatrice du projet
Maartje HOUBRECHTS, Chargée de projet
Yannick DE MOL et Christiane MONSIEUR, Spécialistes genre, information et communication
Marie TULLY, Assistante de projet
☎ +32 2 5490310 – 📠 +32 2 5490314
e-mail : dimitra@dimitra.org – www.fao.org/dimitra



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement (DGD) Belgique et de la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond pas nécessairement aux vues de la FAO.

Editeur responsable : Eliane Najros, FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Niger | Une terre pour un siècle pour les femmes de Banizoumbou

C'est à partir d'un débat organisé par les femmes dans le contexte du club d'écoute communautaire de Banizoumbou qu'une initiative étonnante va concrétiser un rêve. Huit propriétaires terriens du village acceptent de prêter chacun un lopin de terre au groupement féminin du village pour pratiquer l'agriculture. Et tout cela est établi par contrat. L'histoire de cette expérience novatrice qui va permettre la sécurisation de la terre pour un groupement de femmes est racontée.

Zara Issa brandit avec orgueil deux feuilles de papier devant les 40 membres du groupement féminin *Gomni Mate* («Que le bienfait se réalise») dont elle est la Présidente, dans le village de Banizoumbou. Sur ces deux feuilles, tout ce qu'il faut pour concrétiser et formaliser un rêve : le sceau officiel du canton, les signatures des autorités, celles de la représentante du groupement et les empreintes faisant office de signature de huit propriétaires terriens de ce village situé dans la commune de Dantiandou (région de Tillabéri), à 72 km de Niamey.

Ces deux simples feuilles sont un contrat de prêt de terrain dont va bénéficier le groupement *Gomni Mate* pour une période de 99 ans ! Les femmes qui en sont membres, et qui savent un jour leurs filles et petites-filles, vont enfin pouvoir planter des arbres fruitiers et des légumes sur une terre bien à elles, pour les consommer ou les vendre sur le marché de Niamey.

Le groupement est jeune. Il est né du club d'écoute communautaire du village qui existe depuis bientôt deux ans. Ce sont les leaders de

ce club d'écoute qui l'ont constitué et toutes les femmes membres du groupement en font également partie.

C'est la première fois que des femmes du village bénéficient d'un accès légal et sécurisé à la terre sans compter que ce bail emphytéotique (un bail qui s'étend sur une très longue période) donne de vraies garanties pour une utilisation durable et soucieuse de l'environnement. Le contrat de prêt de terrain, signé en juillet 2011, concerne une terre dunaire d'une superficie de 2,75 ha, située à la lisière du village de Banizoumbou.

Il s'agit de terres convoitées pour leur qualité et la proximité des concessions. Grâce au contrat, le groupement a le droit de planter des arbres, de faire des cultures d'hivernage et de contre-saison. Seule la mise en location de la terre n'est pas autorisée. Non seulement le terrain est de qualité, mais en plus il est situé à proximité d'un forage artésien. Avec l'aide de l'ONG VIE Kande Ni Bayra, les femmes du groupement ont rédigé une lettre au Gouvernement pour obtenir l'autorisation d'utiliser le point

d'eau pour leurs cultures et celui-ci a répondu favorablement.

Le rôle des clubs d'écoute

Il y a deux ans à peine, les femmes du village étaient loin d'imaginer que l'eau du puits artésien allait servir à arroser un terrain leur appartenant avec une garantie d'utilisation pendant près d'un siècle.

A cette époque, le projet FAO-Dimitra et l'ONG-VIE, son partenaire au Niger, avaient commencé à soutenir la création des premiers clubs d'écoute communautaires dans la région, en s'appuyant sur le réseau de l'ONG. A Banizoumbou, l'implantation du club avait été facilitée par l'existence d'un centre d'alphabétisation et un centre d'éducation passerelle pour les filles et les garçons déscolarisés.

Très rapidement, le club d'écoute a remporté un vif succès, attirant la participation de nombreux habitants du village. Le club, qui compte 108 femmes et 33 hommes membres, se réunit trois fois par semaine. Il prend parfois part aux débats de la Radio Famay, radio communautaire émettant de Dantiandou. Les thèmes discutés par le club tournent autour de la sécurité alimentaire, la santé, l'assainissement, l'accès à l'eau et à la terre, l'amélioration de la nutrition, le maraîchage, les mariages précoces, etc. Après chaque débat, des actions communes sont décidées au sein du groupe.

L'accès à la terre, question clé

Il y a moins d'un an, une discussion a été organisée dans les clubs d'écoute autour de Dantiandou sur une question essentielle pour tous : les stratégies locales porteuses d'accès à la terre pour les femmes. Le débat sur les ondes de la radio communautaire a permis aux femmes des clubs et aux auditeurs d'échanger leurs points de vue et de proposer des solu-



Il y a deux ans à peine, les femmes de ce village étaient loin d'imaginer que l'eau du puits allait servir à arroser un terrain leur appartenant, avec une garantie d'utilisation pendant près d'un siècle.

tions : le don pur et simple avec document juridique ; l'achat ; la confiscation par l'autorité communale pour nécessité communautaire et attribution successive aux bénéficiaires ; ou enfin le prêt à long terme, individuel ou collectif. Cette dernière idée fut finalement jugée la moins difficile à réaliser et la moins contraignante. L'option du don a été écartée car les difficultés étaient énormes si le groupement était amené à disparaître.

On peut dire que le club d'écoute a joué un rôle clé dans l'obtention du contrat de prêt. En effet, l'idée y est née et c'est également en son sein que la faisabilité de l'accord a été démontrée. Le club a également été essentiel pour instaurer la confiance, pour organiser les débats et la stratégie au sein du village sans compter l'aspect fondamental de l'efficacité que le club a permis de développer chez les femmes en ce qui concerne la prise de parole et l'argumentation.

Pourquoi les hommes ont accepté de prêter la terre

Les hommes de la région avaient également écouté le débat et appelé la radio pour s'exprimer sur ce qu'ils pensaient être des stratégies acceptables pour donner l'accès de leurs terres aux femmes. Le chef du village de Banizoumbou a fortement pesé dans les discussions. C'est auprès de lui que les femmes avaient auparavant mené le plaidoyer. C'est aussi lui qui a réuni les propriétaires terriens pour réfléchir et cheminer vers la décision finale : un bail d'une durée de 99 ans au profit des femmes.

On peut se demander quels éléments ont pesé dans la décision de ces propriétaires de prêter à long terme une partie de leurs terres. D'abord, les femmes du club d'écoute avaient reçu une promesse d'aide de la part de l'ONG-VIE Kande Ni Bayra pour viabiliser leur terrain si elles devenaient propriétaires. Les gains possibles étaient donc perceptibles au regard de l'investissement envisagé. Puis, l'Etat, à travers le Ministère de l'Hydraulique, avait donné son accord de principe pour exploiter son point d'eau proche du village. Enfin, le chef du village et ses notables, dont un des chefs religieux, ont rallié la cause des femmes et les ont aidées à approcher les propriétaires.

Le processus de négociation a duré plus de huit mois car dès lors que toute portion de terrain appartient à une famille entière, chacune des familles a dû convaincre tous les héritiers, un défi majeur pour certains chefs de famille ! Dans certains cas, ceux-ci ont été obligés de décider sans l'aval de tous les héritiers, au nom de l'honneur de leur famille. En effet, mettre sa



C'est la première fois que les femmes du village bénéficient d'un accès légal et sécurisé à la terre. Le bail emphytéotique donne de vraies garanties pour une utilisation durable et soucieuse de l'environnement.

richesse à la disposition de la communauté fait également partie des valeurs traditionnelles.

La suite ...

Aujourd'hui, les femmes du groupement ont toutes les raisons d'être fières. Depuis la signature du contrat, elles ont négocié un financement, sous la supervision de l'ONG-VIE, avec une fondation américaine (America's Development Foundation, ADF) pour construire une clôture, des réservoirs, un magasin, un nouveau centre d'alphabétisation éclairé à l'énergie solaire pour les réunions du groupement, de la tuyauterie pour arrosage au goutte à goutte (avec l'appui de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides, ICRISAT) et pour commencer leurs activités de maraîchage.

La fourniture de semences de légumes, arbres fruitiers et autres intrants agricoles est prévue pour le démarrage et l'organisation interne les garantira pour les saisons suivantes. Il est attendu que la production servira à l'alimentation et à la vente. Pour garantir cet aspect, il est envisagé de conduire une formation en commercialisation et de réaliser des ventes groupées à Niamey.

Zara Issa a bien raison de chérir ses deux feuilles de papier : il ne sera pas possible aux

propriétaires terriens ou même à leurs héritiers de récupérer leur portion de terrain, à moins que le groupement ne se disloque ou n'échoue totalement dans son entreprise et décide donc de restituer les terres dans leur totalité, avec documents juridiques à l'appui.

En attendant, les femmes du groupement n'ont pas de temps à perdre : 99 ans, ça passe vite !

* Pour en savoir plus, contacter :

ONG-VIE Kande Ni Bayra
Ali Abdoulaye, Coordinateur
B.P. 349
Niamey, Niger
Tél: +227-20-752560
Tél/Fax: +227-20-755448
viebayra@intnet.ne

Mali | Coopératives féminines et ententes foncières

Construire des barrages et donner de l'eau à des villages c'est bien, mais assurer la valorisation de ces ouvrages c'est mieux ! C'est ce que le Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement rural (GRDR) s'est efforcé de faire dans le cadre du programme d'aménagement des eaux de surface mis en œuvre au Mali depuis 2007. Les femmes, souvent organisées en coopératives, sont les principales actrices de cette valorisation, notamment pour les activités maraîchères. En protégeant leur droit d'accès à la terre, en exigeant leur implication dans les centres de décision, en leur donnant accès à la formation nécessaire pour la conduite d'une activité économique, le GRDR replace les femmes au centre de tout !

Le village de Moussala, dans la commune de Koussané (Région de Kayes, Mali), compte 1.400 habitants qui vivent essentiellement de l'agriculture pluviale, de l'élevage et de la cueillette. Il est situé dans une zone de grande migration vers la France : les migrants participent également fortement à la subsistance de leur famille restée au village. Le GRDR, partenaire de développement de la région de Kayes depuis 1982, accompagne la commune de Koussané dans la mise en œuvre de ses activités de développement local inscrites dans le cadre de la décentralisation.

En réponse aux besoins des acteurs exprimés lors de rencontres de concertation sur les territoires, le GRDR a réalisé entre 2007 et 2011 un programme pilote d'aménagement des eaux de surface dans trois communes maliennes (Koussané, Marintoumania, Sandaré) avec le soutien financier de l'Union européenne, de la Fondation Ensemble, de l'Agence de l'Eau Artois Picardie et du Syndicat Intercommunal d'Aménagement et de Restauration des Cours d'Eau de l'Essonne.

Le programme TKLM (Aménagement intégré des eaux de surface sur le bassin versant Térékolé, Kolombiné, Lac Magui) visait une gestion durable et concertée des ressources naturelles. L'accent a été mis sur la valorisation de pratiques respectueuses de l'environnement, l'élaboration de règles de gestion (ressources, ouvrage et foncier) renforçant la gouvernance locale, et la sécurité alimentaire. Dans le cadre du programme, sept barrages en béton et sept en pierres libres ont été construits dans les trois communes pilotes. Le rôle des femmes s'est renforcé avec leur participation systématique dans les comités de gestion des ouvrages, mais aussi à travers des sessions de formation des coopératives sur les activités maraîchères.

La vie change à Moussala ...

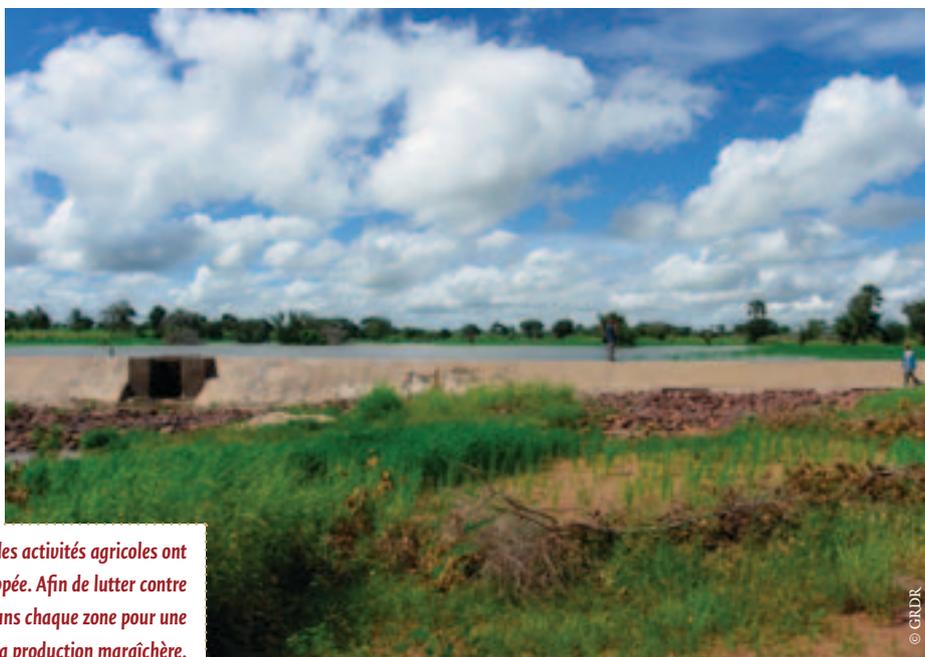
Le village de Moussala a bénéficié d'un barrage, autour duquel toute la population s'est mobilisée. La construction de l'ouvrage s'est faite en quatre mois et un comité de gestion a été mis en place. Il est composé de 11 personnes, huit hommes et trois femmes. Les apports du barrage sont considérables au niveau des changements introduits dans le village. En effet, l'activité maraîchère, essentiellement conduite par les femmes, s'est développée et les problèmes de disponibilité de l'eau pour les activités agricoles ont été résolus. Avec l'infiltration de l'eau retenue par le barrage, il est dorénavant possible de trouver de l'eau à un mètre de profondeur pendant la saison sèche (janvier-juin) !

La coopérative féminine de Moussala a elle aussi vu son activité maraîchère renforcée. Composée de 100 femmes qui mettent en valeur une superficie d'un hectare, elle ne jure plus que par le maraîchage ! « Avant, les patates et autres produits maraîchers venaient de Kayes, l'eau potable des villages voisins et il n'y avait pas de maïs

frais pendant la saison sèche. De plus, les puits à l'intérieur des parcelles maraîchères tarissaient dès le mois de janvier, ce qui ne facilitait pas la conduite des activités, » déclare Djaba Soumaré, Présidente de la coopérative. « Aujourd'hui, les légumes sont produits localement et disponibles toute l'année. L'alimentation du village a changé, il y a plus de légumes dans les repas, et les récoltes de céréales suffisent à assurer la période de soudure. La dépense quotidienne a diminué car avec l'introduction de légumes dans les repas, la consommation de céréales est moins importante. »

Sécurisation de l'accès à la terre pour les femmes

Afin de lutter contre l'injustice foncière dont les femmes sont les premières victimes, une parcelle leur a été accordée dans chaque zone pour une gestion collective de la production maraîchère. Cette clause est inscrite dans chacune des « ententes foncières » signées par les propriétaires terriens des zones d'implantation des ouvrages, le chef du village, ainsi que le président du comité villageois qui assure la gestion de l'ouvrage. Ces ententes foncières sont ensuite approuvées par le Maire et le Préfet.



Grâce au barrage, les problèmes de disponibilité d'eau pour les activités agricoles ont été résolus et l'activité maraîchère des femmes s'est développée. Afin de lutter contre l'injustice foncière, une parcelle a été accordée aux femmes dans chaque zone pour une gestion collective de la production maraîchère.

Ainsi 10,5 ha reviennent aux coopératives féminines. Pour augmenter leurs chances de réussite dans les activités de production, ces groupements féminins ont été formés à la valorisation des aménagements hydro-agricoles à travers le maraîchage, avec l'introduction d'oignons et de pommes de terre. Cet accompagnement abordait aussi bien les aspects techniques qu'organisationnels. Au total près de 1.200 femmes ont été formées et accompagnées dans la conduite d'activités maraîchères (tomates, oignons, échalotes, patates douces, choux, etc.).

La production de la coopérative est vendue pour le compte du groupement et sert à alimenter la caisse de la coopérative pour son fonctionnement. Le surplus est partagé entre les femmes membres de la coopérative. En dehors de la parcelle du groupe, chaque femme est libre de cultiver des planches de maraîchage pour son propre compte. Pour la conservation des légumes, les femmes pratiquent beaucoup le séchage, surtout pour les légumes difficilement conservables, tels que les tomates ou les aubergines africaines. Aujourd'hui à Mousala, les produits maraîchers sont consommés pendant quatre mois (de janvier à avril) et l'autoconsommation est importante.

Les autres tâches ménagères se trouvent aussi facilitées puisque les femmes ont de l'eau à disposition pour la lessive, qui se fait en aval du barrage. Au-delà, c'est toute la vie du village qui a évolué. Les femmes reconnaissent aujourd'hui que «les vieux s'occupent du barrage pendant que les jeunes font les cultures hivernales. L'ouvrage a permis aux jeunes de se stabiliser au village, ils s'investissent plus longtemps dans les travaux agricoles.»

Les difficultés qu'elles rencontrent viennent des ennemis des cultures et l'absence d'équipements pour l'exhaure. Les productions sont souvent attaquées par les rats et les écureuils et les techniques d'arrosage manuel limitent la taille des superficies à emblaver. Sur ces derniers aspects le GRDR et ses partenaires poursuivent leur accompagnement.

* Pour en savoir plus :

GRDR, Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement rural
Sandrine Vincent, Référente Gestion des ressources naturelles, eau et assainissement
sandrine.vincent@grdr.org
www.grdr.org

Les femmes rurales, clé de voûte du développement en Afrique

Trop souvent séparées de leurs époux qui migrent à la recherche d'un hypothétique avenir meilleur, les femmes rurales sont très vite propulsées au rang de chef de famille, dans des systèmes patriarcaux où leurs droits sont bafoués au quotidien et leurs rôles peu valorisés. Chaque 15 octobre, Journée mondiale de la femme rurale, le monde entier rend hommage à ces femmes d'un exceptionnel courage. Le GRDR a décidé d'en faire autant...

Aujourd'hui, bien que les femmes représentent 70% de la main d'œuvre agricole des pays du Sud, nombre d'entre-elles se retrouvent sans moyens de subsistance et sans soutien pour nourrir leurs familles. Rarement propriétaires des terres et majoritairement analphabètes, elles ne peuvent accéder aux crédits et n'ont pas voix au chapitre dans les décisions publiques, autant d'exclusions qui pèsent lourd sur le développement humain durable des pays.

Dans la région de Kayes (Mali), par exemple, les femmes ne représentent que 7,6% des conseillers communaux. De ce fait, leurs besoins spécifiques sont rarement pris en compte dans les politiques locales et leurs

droits fondamentaux sont peu respectés. On observe une féminisation croissante de la pauvreté. C'est dans ce contexte que le GRDR a lancé le projet *Promotion de la représentation et de la participation des femmes rurales à la prise de décision locale*, avec le soutien de l'Union européenne.

Destinée à 200 femmes leaders de 12 communes du cercle de Kayes, cette action vise à défendre les droits des femmes et promouvoir le pluralisme politique dans la région. Ainsi, en partenariat avec l'Association Professionnelle des Femmes Rurales de la région de Kayes (ASPROFER) et l'Association des Communes du Guidimakha Kafo (ACGK), les femmes de la région bénéficieront d'un accompagnement et d'une formation au plaidoyer politique et à la gouvernance locale. Les collectivités locales seront sensibilisées à une meilleure connaissance des enjeux de la participation des femmes aux processus décisionnels tandis que la production d'outils de capitalisation permettra de diffuser cette expérience innovante dans les différentes municipalités du Mali. Une initiative pilote qui, à terme, pourrait être élargie à toutes les zones d'intervention du GRDR en Afrique de l'Ouest.



© GRDR

Madagascar | La réforme foncière et l'accès des femmes à la terre

L'histoire du foncier malgache a été marquée par de grands changements. Depuis l'indépendance en 1960, le cadre légal repose sur le principe de domanialité et la propriété foncière justifiée par le système d'immatriculation individuelle, se traduisant par la délivrance de titres fonciers. Pourtant, les Malgaches ont rarement eu recours à ce processus d'enregistrement des droits. L'ignorance des lois foncières, la complexité et le coût excessif de la procédure d'immatriculation, le manque de moyens de l'administration foncière et la centralisation des domaines et services fonciers ont engendré une crise domaniale dans le pays.

Pour la population malgache, la terre n'a pas une seule et unique dimension de propriété. Elle a une valeur sociale, notamment parce qu'elle fait le lien entre les vivants et les morts, d'où l'importance que revêt la notion de terre des ancêtres. La terre est également perçue comme un moyen d'identification sociale et culturelle. Cette reconnaissance sociale est complétée par l'idée que la propriété foncière est un signe de richesse dans certaines parties de l'île. De plus, elle est un facteur important de production de par le fait que 80% des Malgaches en milieu rural vivent de l'agriculture.

Beaucoup de titres fonciers ont été enregistrés en 1896 et les documents ont à peine été mis à jour. Aujourd'hui de larges portions de terrains ayant des titres fonciers sont enregistrées au nom de personnes décédées. Ces parcelles sont occupées par les descendants des fermiers placés durant la période coloniale, entraînant la considération de ces descendants comme des squatters juridiquement parlant.

La réforme foncière – décentralisation et proximité

Pour sortir de cette crise, le gouvernement, en collaboration avec des partenaires techniques et financiers, a décidé d'élaborer en 2005 la « Lettre de Politique foncière ». La réforme foncière, mise en œuvre par le Programme National Foncier, s'articule autour de quatre axes :

- la modernisation et la restructuration de l'administration foncière ;
- la décentralisation de la gestion foncière ;
- la révision des textes liés au foncier ;
- la formation et la communication.

Le processus de décentralisation vise à fournir aux usagers un service de proximité pour la sécurisation foncière en milieu rural. Ceci se traduit par la mise en place de guichets fonciers au niveau des communes. Cependant, les pratiques coutumières ont continué à exister et à évoluer parallèlement aux lois statutaires.

Au niveau local, les communautés ont toujours tendance à s'adresser à la gestion traditionnelle du foncier – dans beaucoup de cas, les coutumes ont plus d'emprise et de considération que la loi. Ainsi, les autorités traditionnelles jouent un rôle important dans la gestion du foncier.

Le processus de décentralisation a essayé d'intégrer la gestion coutumière du foncier en reconnaissant l'occupation foncière comme preuve de propriété, donnant ainsi une importance à la reconnaissance sociale des droits de propriété. La Commission de Reconnaissance locale, un organe du guichet foncier participant à la délivrance de certificats fonciers, est composée en général par les autorités traditionnelles locales ou encore par les aînés. Par contre, les textes précisent que ces derniers doivent être élus par la communauté. Avec la mise en œuvre de la décentralisation foncière, l'Etat montre sa volonté de démocratiser la tenure foncière qui, auparavant, n'était accessible que pour une poignée de personnes.

Discrimination des femmes dans la pratique

Dans le cadre législatif actuel, il n'y a aucune discrimination entre les hommes et les femmes en matière d'accès à la terre. Pourtant, les droits des femmes concernant leur accès et contrôle de la terre ne sont pas correctement considérés au niveau local, à cause notamment du manque de représentation des femmes dans les Commissions de Reconnaissance locale.

Selon les pratiques coutumières, le foncier est une affaire d'hommes. Ce sont eux qui sont considérés responsables des obligations sociales comme la construction ou la réhabilitation des tombeaux familiaux ou les travaux durant les coutumes funéraires ou les cérémonies de retournement des morts. Les obligations sociales occupent une place importante pour les Malgaches : plus de 30% du budget du ménage est consacré à ce poste de dépense. Aussi, les hommes reçoivent des parcelles en tant que chefs de famille pour pouvoir subvenir aux besoins de leur famille. La propriété fon-





cière leur donne une identité sociale considérable.

Dans le processus d'héritage, la tradition veut que les femmes suivent leur mari. Elles quittent ainsi leur village d'origine pour aller vivre avec leur époux et ont accès à une terre souvent obtenue par héritage de la famille du mari. Le droit d'accès au foncier en milieu rural est étroitement lié au statut marital de la femme, ce qui augmente la vulnérabilité potentielle des femmes.

Le manque de connaissances sur le cadre légal et la réforme foncière de la part des communautés, les femmes en particulier, réduit l'impact que la réforme pourrait avoir. Il y a une dichotomie entre ce qui est décidé au niveau national et ce qui est effectivement mis en œuvre au niveau local. Les communautés utilisent souvent les pratiques locales pour la gestion de leurs droits fonciers et sont rarement au courant des changements politiques.

La situation dans les Hauts Plateaux

La pluralité légale en matière d'accès à la terre peut aussi jouer en faveur des femmes. A titre d'exemple, dans certaines zones des Hauts Plateaux, dans la région Analamanga, notamment le district de Manjakandriana, l'évolution des pratiques coutumières – sous influence de la proximité des grandes villes – a permis aux femmes d'hériter et d'avoir un accès à la terre mais peu de contrôle sur ces terres.

Un projet de recherche action, mené par plusieurs membres de la plateforme nationale de la société civile travaillant sur la thématique foncière, SIF (Solidarité des Intervenants sur le Foncier), y inclus la Fédération nationale des Femmes rurales malgaches (FVTM), sur la promotion de l'accès à la terre de la femme dans les Hauts Plateaux de l'île, a montré que la terre à laquelle la femme a accès est en majorité une terre héritage du mari. Quelle est alors la position de la femme en cas de séparation, divorce ou veuvage? Comment peut-elle élever ses enfants si sa belle famille ne reconnaît pas ses droits sur la terre de son (ex-)mari? En effet, la vulnérabilité des femmes est accrue quand elles se trouvent dans ces situations, la perte de la position d'épouse pouvant engendrer la perte de l'accès à la terre, leur premier facteur de production et donc une partie du revenu.

La recherche a également montré que, selon le niveau de richesse et (en corrélation directe) d'éducation de la famille, les femmes en milieu rural sont incluses ou non dans les processus de décision sur le choix des cultures ou la post-production. Plus la famille est pauvre, moins la femme a un contrôle sur la terre.

Tout individu est sensé profiter de la gestion foncière décentralisée, au moins dans les zones où elle existe. Pourtant, dans un contexte où les pratiques traditionnelles tiennent une place importante et où les femmes sont considérées comme non concernées par les enjeux fonciers, comment pouvons-nous assurer qu'elles seront considérées de manière égalitaire dans le processus d'accès à la certification foncière? Quels

peuvent être les impacts du processus de décentralisation sur l'accès des femmes à la terre?

Besoin d'une sensibilisation approfondie

Si les femmes connaissaient les bases du cadre législatif foncier, ceci pourrait les aider à assurer leurs propres droits fonciers. Le Programme National Foncier devrait donc inclure davantage d'actions de sensibilisation visant plus spécifiquement les femmes, pour les conscientiser sur l'importance pour elles d'avoir un accès sécurisé à la terre.

Cette campagne de sensibilisation devrait viser à corriger les défaillances suivantes :

- manque de connaissances sur les droits de la femme au foncier et son impact sur les conditions de vie ;
- manque de connaissance du cadre légal sur le foncier ;
- inégalités lors du processus d'héritage ;
- manque de participation des femmes dans les processus de décision au niveau local en matière de délivrance de certificats fonciers.

* Pour informations supplémentaires, contacter

FEKRITAMA, Confédération des Agriculteurs Malagasy / FVTM, Fédération nationale des Associations de Femmes rurales malgaches
Mino Ramaroson, Coordinatrice FEKRITAMA
BP 1291
101 Antananarivo
Madagascar
Tel: +261-20-2265867
fekritama@fekritama.com
mino.ramaroson@fekritama.com
www.fekritama.com

FarmAfriPedia

Une plate-forme collaborative pour partager le savoir agricole local

L'Afrique possède un socle riche de savoir agricole local. Depuis des temps immémoriaux, les anciens sont les gardiens de ce savoir et l'ont transmis aux jeunes générations. Malheureusement, ces informations se perdent progressivement avec chaque nouvelle génération, avec pour conséquence la disparition de communautés agricoles, ainsi que de langues et de cultures autochtones. Nous devons puiser et recueillir ces informations dans nos « bibliothèques » de connaissances agricoles locales avant que celles-ci ne soient entièrement perdues.

La perte des connaissances agricoles locales peut être en partie attribuée à la tendance qu'ont les jeunes à déménager dans les villes et à exercer des activités commerciales. Ceux d'entre eux qui choisissent de rester dans les zones rurales pratiquent de plus en plus des méthodes agricoles « modernes », mais plus coûteuses, alors même que l'agriculture traditionnelle est connue pour le faible coût de ses intrants et pour sa meilleure contribution à la préservation et à la protection de l'environnement.

En octobre 2010, une foire des connaissances intitulée « AgKnowledge Africa Share Fair » s'est tenue à Addis Abeba, en Ethiopie. Elle était hébergée par l'International Livestock Research Institute (ILRI). Cet événement de trois jours a rassemblé des acteurs et actrices du secteur agricole, leur permettant ainsi d'apprendre, de conseiller et d'échanger sur les meilleures pratiques et les problèmes rencontrés dans l'utilisation des connaissances agricoles locales. Tout le monde est tombé d'accord sur le fait que le secteur agricole bénéficie du savoir local, mais il a également été souligné que celui-ci se perd à un rythme rapide. Le défi est donc le suivant : comment allons-nous consigner par écrit cette « bibliothèque » de connaissances agricoles locales en voie de disparition ?

Le savoir agricole local en ligne

C'est alors que l'idée est apparue d'utiliser un outil de réseau social pour collecter ces connaissances. Grâce à l'enthousiasme de quelques personnes, notamment l'organisation IKM Emergent, la **plate-forme collaborative FarmAfriPedia** a ainsi été créée. Le site se trouve encore à l'état de prototype (pilote), mais l'objectif est de le développer pour en faire une plate-forme en ligne en pleine évolution qui servira de « guichet unique » pour les contenus agricoles locaux, où les différents acteurs et actrices et les différentes communautés du secteur agricole, et ce dans toute l'Afrique, apprendront les uns des autres et partageront collectivement leurs connaissances sur des questions ayant trait aux meilleures pratiques agricoles, en utilisant des contenus locaux. Sa



Gwiko Gereshome, un agriculteur du Réseau d'agriculteurs du District de Budaka échange des informations agricoles avec une collègue agricultrice.

simplicité permettra même à la population à la base d'utiliser le système, tant pour apporter des contributions que pour acquérir de nouvelles connaissances, en passant par le téléphone mobile ou l'ordinateur.

Wikipedia a été pris pour modèle, en utilisant le logiciel « open source » et en reproduisant la simplicité et l'ouverture qui lui donnent toute sa puissance, mais en y ajoutant plusieurs fonctions. Celles-ci incluent des formulaires simples qui permettent aux utilisateurs d'ajouter, d'éditer et de rechercher des données, un moteur de recherche qui permet de trouver le contenu souhaité, une base de données sur les variétés culturales et l'élevage selon le cycle agricole ainsi que d'autres pratiques agricoles. Chacune des pages comporte un Espace de discussion. De plus, les personnes ne pouvant poster directement leur contribution ont la possibilité de l'envoyer par e-mail afin qu'elle

soit chargée sur le site à leur nom. La question des droits de propriété intellectuelle a été résolue en mentionnant les sources du contenu.

Notre souhait est que tous et toutes unissent leurs forces pour enrichir cette plate-forme. L'information est un droit pour tous, et une nécessité pour le développement de nos familles !

* Pour visiter la plate-forme :

Elle se trouve actuellement à l'adresse : <http://farmafripedia.ikmemergent.net>, mais va migrer vers une plate-forme permanente à l'adresse suivante : www.farmafripedia.org

* Pour en savoir plus, contacter l'équipe centrale de FarmAfriPedia :

Davide Piga, Mary Nakiry, Pete Cranston et Ednah Karamagi, info@farmafripedia.org

AgriKnowledge

Deuxième Foire internationale aux savoirs

La deuxième Foire aux savoirs internationale AgriKnowledge a eu lieu à Rome, au siège du Fonds international de développement agricole (FIDA), du 26 au 29 septembre 2011. Elle était organisée conjointement par Bioversity International, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le FIDA.

La Foire aux savoirs a été une occasion à la fois stimulante et « hors du commun » pour apprendre et partager des connaissances, discuter et explorer des expériences et innovations afin d'améliorer les activités de développement agricole et rural. Plus de 160 participants ont partagé leurs bonnes pratiques en utilisant différentes méthodes de partage des connaissances, telles que le « café mondial », les « causeries », l'assistance par les pairs, les « bocaux à poissons », l'« espace ouvert », etc. (voir le lien sur ces méthodes à la fin de l'article).

Les sessions ont permis de discuter des tendances qui se font jour dans une variété de domaines, tels que l'agriculture, la sécurité alimentaire, le changement climatique et les innovations vertes, les nouvelles technologies, ainsi que les pratiques agricoles innovantes, les marchés et le secteur privé, les technologies mobiles et les réseaux sociaux dans le secteur agricole, les jeunes et autres questions liées au développement rural.

L'égalité entre hommes et femmes a aussi été au centre de plusieurs sessions au cours desquelles ont été présentées des initiatives et méthodes créatives d'autonomisation et de renforcement des capacités des femmes rurales et de promotion de services financiers sensibles au genre.

Les femmes dans le développement rural

Une session consacrée au thème de « la promotion de la participation des femmes aux activités de développement rural » a présenté des exemples concrets d'échange d'expériences entre femmes rurales issues de différentes régions du monde. Deux vidéos (disponibles sur Internet en anglais), initiatives conjointes du FIDA et de la FAO, ont été projetées à propos de la méthodologie de la « Route d'apprentissage » en Ouganda sur le genre et la microfinance (« Learning Route in Uganda on gender and rural microfinance ») et sur le renforcement des capacités et la gestion des connaissances dans trois domaines liés entre eux: l'égalité entre hommes et femmes, l'agriculture et les moyens d'existence ruraux au Guatemala et au Salvador.



Dimitra a organisé un « talk show » à la Foire afin de présenter ses clubs d'écoute communautaires au Niger et en République démocratique du Congo.

Une autre session a été organisée par le projet « Capitalisation des bonnes pratiques » de la FAO (qui fait partie du Programme Gestion des Connaissances et Genre, financé par la Belgique), en particulier sur la manière dont le warrantage (crédit d'achat-stockage) a été rendu accessible aux femmes comme aux hommes, et notamment aux plus vulnérables. Des expériences réalisées au Burkina Faso et au Niger ont été exposées. D'autre part, une session consacrée à l'épargne en tant que tremplin vers les marchés a montré tout le dynamisme des groupes d'épargne de femmes rurales en Amérique centrale et le rôle de ces groupes pour améliorer l'accès des femmes aux marchés et pour renforcer les pouvoirs de leurs membres.

Le projet FAO-Dimitra était également présent à la Foire aux savoirs et a organisé un « talk show » afin de présenter ses clubs d'écoute communautaires du Niger et de la République démocratique du Congo. Les intervenants à ce show étaient Ali Abdoulaye, coordinateur de l'ONG-VIE Kande Ni Bayra et partenaire de Dimitra au Sahel, ainsi qu'Éliane Najros, coordinatrice, et Yannick De Mol, expert en communication du projet Dimitra.

Ceux-ci ont expliqué comment les clubs d'écoute se sont révélés être un moyen efficace pour permettre aux communautés rurales isolées – en particulier aux femmes – d'être les actrices de leur propre développement, de prendre confiance, d'échanger des expériences et pratiques et d'avoir plus de pouvoirs dans leur communauté. La méthodologie du « talk show » a été très efficace pour discuter cette expérience de manière non conventionnelle mais attrayante et pour expliquer le fonctionnement des clubs d'écoute dans les deux pays. Il y a actuellement 8500 membres environ en RDC, dont la moitié sont des femmes, et plus de 8000 membres au Niger, dont 75% de femmes.

Des clubs d'écoute aux TIC

Une autre question a été abordée dans plusieurs sessions: l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le développement rural. Le téléphone mobile, par exemple, n'est plus un objet de luxe et est devenu crucial dans la vie des gens. Plusieurs sessions sont venues souligner l'utilisation innovante de la téléphonie mobile dans l'agriculture et la manière dont les TIC ont aidé à améliorer le pouvoir de négociation des petits exploitants agricoles et créé un lien plus direct avec les marchés. Elles ont aussi montré que les réseaux sociaux peuvent créer un contexte d'apprentissage et de partage favorable, par-delà les frontières géographiques et linguistiques.

Enfin, des sessions spéciales ont été consacrées à des débats sur des questions d'intérêt, telles que les communautés de pratique, les partenariats entre secteur public et secteur privé, les moyens de mettre en réseau les agri-

Formation-action sur la capitalisation des bonnes pratiques

Ou comment démystifier les mots savants

Dans le cadre du Programme Gestion des connaissances et genre de la FAO, le projet Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire a organisé une formation-action sur la capitalisation des bonnes pratiques à Niamey (Niger) du 5 au 9 décembre 2011.

Nous faisons de la capitalisation lorsque nous prenons le temps de réfléchir aux raisons de nos succès ou de nos échecs, ce qui nous permet de tirer des enseignements et d'améliorer nos activités. Ce travail peut être systématisé pour être plus efficace. C'est cela que la formation-action organisée récemment à Niamey a cherché à encourager, notamment en clarifiant les diverses étapes du processus de capitalisation des bonnes pratiques. Les actions qui sont associées à ce processus, telles que la systématisation, l'organisation, la documentation, la vulgarisation, le partage et l'appropriation, ont été analysées par les participant(e)s. La formation a en outre été l'occasion de démystifier des termes « savants » comme gestion des connaissances, capitalisation et bonne pratique.

La capitalisation des bonnes pratiques n'est pas un simple processus linéaire, mais est itératif et participatif. Il reprend les étapes suivantes : être dans l'action – apprécier les expériences et en tirer des enseignements – recueillir les bonnes pratiques et organiser la documentation – partager et diffuser les bonnes pratiques – adopter, adapter et appliquer les bonnes pratiques. Tout le processus tient compte des questions de genre, à chaque étape de la capitalisation.

La formation de Niamey a vu la participation de 21 personnes, dont un tiers de femmes. Elle a rassemblé l'équipe du projet Capitalisation, plusieurs membres du projet Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives (IARBIC), de l'Unité des urgences et de la réhabilitation (ERCU), de l'ONG-VIE, partenaire de Dimitra, ainsi que de trois organisations de producteurs : Mooriben, le Réseau national des chambres d'agriculture du Niger (RECA) et la

Fédération des Coopératives Maraîchères du Niger (FCMN-Niya).

Les participant(e)s sont reparti(e)s avec un plan d'action en main et la promesse de se retrouver dans trois mois pour échanger leurs fiches de

bonnes pratiques. Un manuel sur la capitalisation des bonnes pratiques avec une dimension genre devrait voir le jour en 2012.

* Pour en savoir plus : www.fao.org/oek/knowledge-info-dev/km-gender/actualites/fr

Quelques ressources utiles partagées lors de la formation :

- * Communiquer le genre pour le développement rural. Intégrer le genre dans la communication pour le développement (FAO-Dimitra) www.fao.org/dimitra/publications-dimitra/publications/fr
- * Gestion des connaissances et genre : un peu de clarté ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ak159f/ak159f30.pdf
- * Knowledge Sharing for Development – module d'apprentissage électronique (en anglais) www.imarkgroup.org/moduledescription_en.asp?id=138#content
- * Du terrain au partage – Manuel de capitalisation d'expériences www.iedafrique.org/du-terrain-au-partage.html



© FAO / Sophie Trehen

culteurs et agricultrices, par exemple grâce aux médias sociaux. Comment rendre l'agriculture plus attractive aux yeux des jeunes Africains? Ce thème a été abordé dans la présentation de Well Told Story, une société kenyane de communication qui utilise simultanément des bandes dessinées, des groupements de radios FM, des SMS, des réseaux sociaux, l'Internet, des animations vidéos, des stratégies, mais aussi la science, en vue d'appuyer des changements en Afrique de l'Est.

Cette deuxième Foire aux savoirs Agri-Knowledge a certainement été pour les agents de développement une excellente opportunité pour présenter des informations, se mettre en réseau, trouver des idées nouvelles et développer des collaborations intersectorielles. Elle a attiré l'attention sur les meilleures pratiques et aidé les participants à profiter des expériences mises en avant, ce qui devrait stimuler l'intérêt pour de futures collaborations et l'élaboration de nouveaux programmes.

- * Pour en savoir plus :
 - Foire aux savoirs : www.sharefair.net
 - Boîte à outils de partage des connaissances Wiki : www.kstoolkit.org/KS+Methods
 - Publication de Dimitra sur les clubs d'écoute communautaires : www.fao.org/dimitra/publications-dimitra/publications/fr

IED Afrique met l'accent sur la capitalisation des expériences

Ou le passage de la publication d'un magazine à la gestion des connaissances

L'accès aux savoirs et à l'information est un élément fondamental dans le développement d'une agriculture durable. Il contribue à la promotion des innovations technologiques respectueuses de l'environnement et à la formulation et la mise en œuvre de politiques agricoles inclusives. Aussi, l'IED Afrique - Innovation, Environnement, Développement a lancé il y a dix ans le Programme AGRIDAPE, ce qui a permis de publier un magazine sur les innovations agricoles. A partir de 2005, l'IED Afrique lance le défi de «régionaliser» le contenu du magazine et s'interroge sur la question de la capitalisation des expériences en Afrique.

Partager les informations et les expériences sont des facteurs essentiels dans la valorisation et la prise en compte des savoirs locaux pour une agriculture efficace préservant les ressources naturelles. Toutefois, la diffusion d'informations agricoles pertinentes reste un défi majeur pour les organisations paysannes et les autres acteurs du secteur agricole en Afrique. Les informations disponibles sont souvent empreintes de stéréotypes et de préjugés qui justifient l'adoption de modèles basés sur le transfert vertical de technologies et l'intensification agricole. De plus, l'information agricole est généralement produite par ou basée sur la recherche conventionnelle et laisse peu de place à l'expression du savoir paysan. Ainsi, la richesse et le potentiel des exploitations familiales sont méconnus et peu pris en compte pour répondre aux défis de la sécurité alimentaire et de la préservation de l'environnement.

De la diffusion d'informations à la capitalisation

L'IED Afrique – Innovation, Environnement, Développement – s'est engagée, il y a près de 10 ans, dans la promotion d'une agriculture durable, valorisant et mettant en relation les

savoirs des communautés agricoles, des chercheurs et des décideurs. En intégrant le réseau international AgriCultures, l'IED Afrique a lancé le programme AGRIDAPE.

Les premières années, le programme consistait à produire un magazine trimestriel thématique en français, également dénommé AGRIDAPE. Le principe directeur de ce magazine était de présenter des réponses locales, issues d'expériences paysannes, sur des thématiques aussi variées que l'accès au marché, l'élevage, l'eau, etc. La revue était surtout alimentée par des articles traduits du magazine international anglophone LEISA (devenu depuis «Farming Matters»).

Très vite, AGRIDAPE a gagné en notoriété dans la région. Toutefois, la source étant le magazine LEISA, l'essentiel des informations venait d'autres parties du globe – comme s'il n'y avait pas ou peu d'innovations paysannes en Afrique. Pourtant, l'IED Afrique, à travers ses autres programmes, savait que des expériences très intéressantes et des innovations majeures existent dans la région, mais qu'elles restent en grande partie méconnues.

C'est ainsi qu'en 2005, l'organisation s'est fixé comme défi de «régionaliser» le contenu du magazine à au moins 50%. C'était le début d'un processus de prise de conscience pratique du défi immense qui se pose lorsqu'il s'agit d'identifier des expériences et d'amener les institutions porteuses à les traduire en supports partageables.

En effet, s'il est indéniable que les ONG, organisations paysannes, instituts de recherche et autres acteurs ont des expériences et des connaissances, il est également vrai que peu d'entre eux disposent d'un système de collecte et de mise en valeur de celles-ci. Aussi, s'il était relativement aisé de trouver des expériences en relation avec les thématiques du magazine, s'accorder avec les acteurs pour en faire des auteurs relevait d'un parcours du combattant. Ces difficultés peuvent être expliquées par l'effet combiné du manque de temps, de moyens et souvent de compétences.

La problématique de la capitalisation et de la documentation s'est donc posée comme un des grands défis pour la diffusion des expériences locales et le partage des savoirs. Le programme AGRIDAPE a donc été réorganisé pour intégrer un volet capitalisation des expériences. Cela a commencé par une recherche participative avec des acteurs locaux du Sénégal et du Burkina Faso. Un atelier méthodologique en 2007 a permis à des producteurs, des chercheurs et des agents de développement de partir de leurs propres pratiques pour définir les concepts, enjeux et processus de capitalisation au regard du contexte francophone et d'apporter des critiques sur les différents outils proposés.

De la capitalisation au partage des connaissances

Au sortir de cet atelier, l'IED Afrique a lancé un manuel de capitalisation des expériences «du terrain au partage». Un outil simple qui s'est révélé aussi utile pour les producteurs que pour les chercheurs et les ONG. Ce document est devenu une référence en la matière et a suscité chez les lecteurs une forte demande d'appui pour la capitalisation. Il s'en est suivi





un autre numéro méthodologique spécifiquement dédié à la capitalisation des innovations paysannes.

En réponse à ces sollicitations, le programme a lancé une série d'ateliers de formation à la capitalisation dans la sous-région. Pour ce faire, la stratégie de la mise en réseau a été retenue, ciblant les pays les plus représentatifs en termes d'abonnés au magazine AGRIDAPE. En effet, la formation incite les participants d'un même pays à se mettre en réseau pour favoriser l'apprentissage par l'échange d'informations et le partage d'expériences. Les expériences documentées sont envoyées à AGRIDAPE comme contributions. Au Cameroun, au Mali, au Niger et au Sénégal, des réseaux AGRIDAPE se sont ainsi mis en place, facilités par l'IED Afrique.

Une seconde série d'ateliers de formation de facilitateurs pour la capitalisation a permis de renforcer les capacités des membres des réseaux dans l'accompagnement de processus de capitalisation. Plus encore que les aspects méthodologiques, les réseaux animent et participent à des débats publics sur des thématiques d'actualité. En effet, si l'enjeu principal est de renforcer les capacités dans la description et l'analyse des expériences, l'idée est aussi de favoriser des débats informés au niveau national.

Aujourd'hui, le magazine, qui est tiré à 3500 exemplaires et distribué dans 55 pays francophones, est à 80% alimenté par les contributions régionales, dont une majorité est proposée par les personnes et/ou institutions membres des réseaux. Il y a également des dynamiques complètement autonomes de capitalisation d'expériences et de partage au

niveau des différents pays, notamment au Mali et au Cameroun.

Avec la publication des manuels et les différentes sessions de formation organisées, l'IED Afrique a acquis une reconnaissance comme organisation de référence en matière de capitalisation et de diffusion des expériences. De plus en plus, l'institution est sollicitée pour former des équipes, les accompagner, ou faciliter des processus de capitalisation. Enfin, cette recherche-action sur la capitalisation a eu un effet également sur la culture organisationnelle de l'IED Afrique. En effet, la capitalisation, l'information et la communication sont maintenant intégrées dans un chapeau stratégique «gestion des connaissances». La prise en compte du contexte nous amène également à diversifier les supports de partage des expériences en agriculture durable au-delà du magazine, à travers des supports audiovisuels et électroniques.

Il est de plus en plus clair que pour augmenter la pertinence et l'efficacité des actions de développement, les savoirs et les connaissances doivent être mutualisés. Cela signifie que les acteurs et les institutions doivent veiller aux usages et à la production des savoirs : interprétation, structuration, capitalisation, et partage des connaissances. Pour beaucoup, cela nécessite un nouvel apprentissage qui requiert outre l'ouverture d'esprit, l'intégration dans la planification stratégique. Des outils existent, ils sont à parfaire, à expérimenter, à réinventer, tout ceci en appelle à revisiter la vision du développement : l'essentiel n'est-il pas d'apprendre à construire ensemble un avenir meilleur ?

La méthodologie de capitalisation en 5 étapes

L'outil présenté est une base méthodologique dont l'objectif est d'appuyer les acteurs dans la collecte, l'organisation et l'analyse de leurs pratiques. La capitalisation met l'accent sur la génération d'un contenu bien structuré et analysé, servant de base à un partage des connaissances. Il contribue à répondre aux enjeux de la construction d'un savoir partageable, de la réplication des bonnes pratiques et, dans une certaine mesure, à ceux de la reconnaissance institutionnelle et de la durabilité.

1 La définition des éléments préalables. Elle est essentielle à la gestion et la planification du processus. Elle aborde des questions relatives à l'objectif et la finalité du processus, les modalités et les formes de participation des acteurs, la facilitation du processus, les ressources à mobiliser et l'évaluation de la base informationnelle disponible.

2 Circonscrire l'expérience sur laquelle va porter la capitalisation et **dégager les éléments de base** qui déterminent son identité.

3 Approfondissement du travail de caractérisation de l'expérience par une **description détaillée** des activités menées. Cette phase revient sur toutes les actions entrant dans le cadre de la mise en œuvre de l'expérience.

4 Passer de la description pure à l'**identification des éléments d'apprentissage**. Cette étape fait la synthèse et l'examen critique de l'expérience en évaluant les pratiques concernées et en étudiant les objectifs atteints. Elle se fonde sur des critères d'analyse tels que la répliquabilité, la durabilité, la qualité de la participation, etc.

5 Dégager la(les) **conclusion(s) principale(s)** issue(s) de la lecture globale du processus de capitalisation et **rédigier le document de capitalisation**. L'étape reprend la description de l'expérience et tire les leçons apprises et les recommandations dans la perspective d'une réplication.

* Pour informations supplémentaires : IED Afrique

Awa Faly Ba Mbow, Coordinatrice des Programmes
24 Sacré Coeur III
BP 5579
Dakar Fann, Sénégal
awafb@iedafrique.org
www.iedafrique.org
www.iedafrique.org/agridape
www.agriculturesnetwork.org

« Pas de développement quand la moitié de la population est tenue à l'écart »

FRANÇOISE BIBIANE YODA | CHARGÉE DE COMMUNICATION ET PLAIDOYER POUR LE RÉSEAU FEMMES EN ACTION

Diplômée en technologies de l'information et de la communication (TIC), Françoise Bibiane Yoda est chargée de communication et plaidoyer pour le Réseau Femmes en Action, une organisation qui intervient sur des projets agricoles et d'élevage dans les régions rurales du Burkina Faso. Depuis une dizaine d'années, elle a acquis une grande expérience dans l'animation et l'accompagnement des femmes, surtout en milieu rural.

A quand remonte votre intérêt pour l'animation socioculturelle ?

Je dois avouer qu'avec un père instituteur et une mère animatrice dans des groupements de femmes, qui ont tous les deux travaillé dans le domaine agricole, j'ai baigné très tôt dans l'ambiance des activités d'éducation, d'animation et de communication. Est-ce que cela a influencé mes choix ? Sans doute, car à l'école secondaire, j'avais déjà commencé à travailler dans l'animation au sein de groupements et associations de jeunes.

Quel est votre parcours dans le domaine de la promotion du genre ?

Diplômée en technologies de l'information et de la communication, j'ai travaillé, dès la fin de mes études, dans une association qui s'occupait d'alphabétisation, avec comme responsabilité la gestion d'un fonds documentaire et des bibliothèques villageoises. J'ai eu, entre autres, à développer une base de données destinée à l'informatisation du fonds documentaire.

Après cette première expérience, j'ai travaillé pendant un an comme volontaire des Nations Unies, pour des associations et groupements, toujours sur des questions liées à l'accès à l'in-

formation. C'est à cette période que j'ai véritablement commencé à prendre conscience de l'écart entre les hommes et les femmes dans l'accès aux technologies de l'information, surtout à l'outil informatique.

En 2003, j'ai été recrutée par l'ONG RECIF (Réseau de Communication, d'Information et de Formation des Femmes dans les ONG au Burkina Faso), qui m'a confié l'informatisation de son Centre de Ressources documentaires, principalement la création d'un fichier de compétences internes et externes des personnes du réseau. J'avais également la charge du bulletin de liaison ainsi que l'organisation du théâtre forum pour les actions de sensibilisation de la population. En 2009, j'ai intégré le Réseau Femmes en Action (RFA) où j'ai pu renforcer mon expérience sur les questions de communication avec le monde rural et agricole.

En 2009, avec l'adoption au Burkina Faso de la politique de promotion du genre, le RFA a accentué son travail d'accompagnement des producteurs et productrices en milieu rural, afin de lever les contraintes de genre qui freinent les activités agricoles. Depuis 2010, l'accompagnement se fait de la production

jusqu'à la gestion des revenus, en passant par la transformation et la commercialisation. Cette action bénéficie du soutien du Fonds de Solidarité prioritaire (FSP) pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, mis en place par la Coopération française.

Est-ce qu'il y a des résultats concrets qu'on pourrait attribuer à ces actions ?

Le FSP a permis de briser certains tabous au sein des exploitations familiales, notamment les questions liées au genre, les tâches domestiques, la répartition des responsabilités. Aujourd'hui, on constate que de plus en plus, les familles se concertent pour redéfinir le rôle et les responsabilités de chacun.

En ce qui concerne les femmes, on peut dire avec satisfaction qu'il y a une plus grande prise de conscience de leur rôle et qu'il faut persévérer pour s'affirmer davantage. Rien n'est acquis d'avance et il ne faut pas céder au découragement face aux obstacles.

Je voudrais prendre comme exemple un groupement de femmes qui cultivent le sésame sans avoir la propriété et le contrôle des terres. Avec la formation et l'accompagnement, elles ont pris l'initiative d'inviter leurs maris aux séances de causerie. Les échanges ont permis de mettre l'accent sur l'importance de mettre la terre à la disposition des femmes. Les hommes ont été très réceptifs et ont accepté de soutenir l'initiative. Au bout du compte, près de 75% des femmes ont effectivement eu accès à la terre pour cultiver. Quand on sait que dans le contexte du Burkina Faso, l'accès à la terre est un parcours du combattant pour les femmes, on peut estimer que ce résultat est positif. C'est par de petites victoires comme celle-là qu'on arrivera à changer les choses.

Avez-vous souvent rencontré des obstacles ou des résistances à la question du genre ?

Il y a en effet encore des résistances, qui touchent notamment les agricultrices. Dans les zones rurales, les femmes rencontrent fréquemment des difficultés liées à la gestion des équipements agricoles, qui appartiennent très souvent aux hommes qui décident seuls de leur



© Françoise Yoda



“Un point important dont il faut tenir compte, c’est l’éducation. Dans les pays en développement, un des plus grands défis à relever en matière de genre, c’est la scolarisation des filles, surtout en milieu rural.”

utilisation. Cela ne pose pas problème tant que les femmes travaillent dans les champs collectifs. Mais dès qu’elles souhaitent disposer de ces équipements pour cultiver leurs propres champs, il y a conflit.

Dans presque toutes les familles, les revenus sont gérés par le mari, alors que la femme passe tout son temps dans l’exploitation familiale, en même temps qu’elle assume seule les tâches ménagères. Elle n’est pas rémunérée pour toutes ses activités et ne peut même pas avoir accès aux intrants. Elle dépend fortement de l’homme, en tout.

Notre approche est donc fondée sur une recherche à la base et un diagnostic participatif avec le public cible, une démarche qui nous permet de cerner les réalités socioculturelles et les problèmes relatifs au genre mais aussi les points forts à exploiter pour apporter des changements en matière d’inégalités de genre.

Un point important dont il faut tenir compte, c’est l’éducation. Dans le contexte des pays en développement, un des plus grands défis à relever en matière de genre, c’est la scolarisation des filles, surtout dans les zones rurales. Pour nous qui accompagnons les femmes, nos connaissances universitaires ne suffisent pas. Pour identifier les attentes et y répondre, il faut faire appel à d’autres valeurs, comme la solidarité, l’écoute, la patience...

Comment le pouvoir politique perçoit-il votre travail sur les questions de genre ?

Au Burkina Faso comme dans de nombreux autres pays africains, la société civile est souvent perçue comme appartenant à l’opposition politique et non comme une composante proche des populations et susceptible de faire des propositions positives pour le développement du pays.

Dans les années 90, c’était difficile de travailler avec les autorités. Aujourd’hui, il y a quelques améliorations, avec la création de cadres de concertation entre le pouvoir politique et la société civile. Les autorités prennent en compte la contribution de la société civile et se fondent sur ses propositions pour orienter les politiques et adapter les actions du gouvernement sur les questions de genre. Depuis l’adoption en 2009 de la politique nationale de l’approche genre, le gouvernement burkinabé attend beaucoup de la société civile, que le Ministère de la Promotion de la Femme exhorte d’ailleurs à rendre compte régulièrement du travail de terrain.

Mais là où je voudrais mettre l’accent, c’est la nécessité d’associer les collectivités locales, qui sont plus proches des populations que l’administration centrale. Depuis quelques années, la politique de décentralisation a permis la création de communes urbaines et rurales. Pour la mise en œuvre des plans communaux de développement, il est impératif de mettre en place des personnes ressources en genre et développement. Autant pour l’accompagnement des groupements de femmes que pour le suivi-évaluation des actions, ces personnes ressources pourront, le cas échéant, détecter les obstacles sur lesquels travailler pour les actions futures.

Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui veulent s’engager pour la promotion du genre ?

Il faut reconnaître qu’il y a des progrès dans la prise en compte du genre dans de nombreux domaines, même s’il reste beaucoup à faire pour la promotion de la femme. Un exemple : au Burkina Faso, les revendications ont abouti à un accord sur un quota de 30% de femmes aux élections locales. Ce n’est pas la parité hommes-femmes mais c’est un pas. Mais le plus grand défi sera justement d’atteindre ces

30% lors des élections prévues cette année. Il est important d’y arriver car cela peut avoir un impact positif sur le leadership qui manque tant aux femmes.

Au Burkina Faso, on dénombre une vingtaine de femmes à la tête de municipalités, qui pourraient servir d’exemples pour motiver et galvaniser les autres qui voudraient se lancer dans l’arène politique. Beaucoup de femmes sont motivées et engagées, elles ont la capacité et les compétences mais elles manquent de confiance en elles-mêmes. Quels que soient leur domaine d’activité et leurs compétences, je leur conseille de se lancer sans peur et d’avoir confiance en leurs capacités.

Un mot pour les lectrices et lecteurs du bulletin Dimitra ?

Juste un petit mot. La promotion du genre ne signifie pas favoriser une catégorie au détriment d’une autre. Toute la population est concernée, hommes, femmes, enfants, minorités, ... Dans nos pays, le développement ne peut pas se faire quand la moitié de la population est tenue à l’écart du processus. Il faut donc que tout le monde s’investisse dans les actions en faveur du genre.

✳ **Pour contacter Françoise Yoda et/ou le RFA:**
Réseau Femmes en Action
09 BP 359
Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tel: +226 50466752 / +226 70100378
infos@femmesenaction.org ou
frbibiane@gmail.com
www.femmesenaction.org

✳ Le RFA est l’organisation partenaire de Dimitra au Burkina Faso. Il a assuré la collecte d’informations pour la base de données dans ce pays.

Une alternative durable pour le Burundi rural

Un autre regard vers l'avenir pour les jeunes et les adultes avec les écoles pratiques d'agriculture et de vie

Le Burundi, pays où plus de 90% de la population vit de l'agriculture, fait actuellement face à une crise alimentaire sévère. De nombreux facteurs contribuent à cette situation, notamment une croissance démographique extrêmement élevée et le morcellement des exploitations qui va de pair avec la dégradation des sols et une diminution constante de la productivité agricole. Les conséquences sont graves : la malnutrition chronique atteint plus de 60% de la population. Les faibles opportunités de revenus en milieu rural aggravent les problèmes auxquels les populations les plus vulnérables doivent faire face.

L'une des stratégies mises en œuvre par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pour affronter la crise alimentaire sévissant dans le pays a trait à l'amélioration des pratiques culturales en tenant compte de la situation écologique et des expériences des agriculteurs et agricultrices. Ainsi, il a adopté depuis 2008 l'approche « Champ Ecole Paysan » (de l'anglais Farmer Field School, FFS), parfois appelée « école sans murs », afin de permettre le transfert et l'appropriation d'innovations en agriculture. Cette méthodologie de formation participative développée par la FAO à la fin des années 80 facilite l'apprentissage, la discussion et l'expérimentation des stratégies agricoles par les agriculteurs et les agricultrices, en vue de l'amélioration de leur sécurité alimentaire et moyens d'existence.

Au Burundi, la FAO apporte son soutien pour la mise en œuvre de cette approche, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités agricoles et nutritionnelles des populations vulnérables. Elle encourage aussi le partage des bonnes pratiques entre petit(e)s exploitant(e)s pour augmenter leur production agricole.

Au cours des dernières années, l'approche Champ Ecole Paysan a évolué et s'est enrichie avec l'intégration d'aspects liés à la nutrition, au VIH et au genre, en particulier via les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes (de l'anglais Junior Farmer Field and Life Schools, JFFLS) et les Ecoles pratiques d'agriculture et de vie pour les adultes (Farmer Field and Life Schools, FFLS) dans des situations sanitaires difficiles ou d'urgence.

L'originalité des FFLS réside dans l'apprentissage par la pratique et le dépassement des thèmes agricoles pour toucher aux aspects divers de la vie des communautés, tels que la santé reproductive, les questions juridiques, l'autonomisation des femmes, etc.

Quant aux JFFLS, elles affrontent également la question du chômage des jeunes, un problème très grave au Burundi. Elles ciblent principalement les jeunes déscolarisé(e)s, les orphelin(e)s et les enfants affectés par le VIH. Elles utilisent une méthodologie innovante qui encourage les jeunes à devenir des participants de plein droit à la vie agricole. Des activités culturelles sont également prévues, comme le

chant et la danse, ce qui permet aux jeunes de se sentir rassuré(e)s par cette dynamique de sauvegarde de leurs traditions et culture.

« Les Champs Ecoles Paysans nous ont motivés à reprendre nos activités agricoles, après avoir été déplacés pendant une longue période » dit Adidja Niyuhure, membre de l'École pratique d'agriculture et de vie Muzubirimya, à Rumonge. « Nous avons commencé avec des tomates, mais maintenant nous cultivons aussi le manioc et d'autres légumes dans nos potagers. Nous avons réussi à acheter des poules pondeuses et la FAO nous a donné des chèvres. On a mis le fumier qu'elles produisent sur nos champs et cela a vraiment fait augmenter la production. On voudrait également en savoir plus sur la nutrition, en particulier comment mieux nourrir nos enfants ».

C'est aussi à travers cette approche que la FAO appuie la cohésion sociale et l'intégration durable des rapatriés. Adidja est une rapatriée faisant partie d'un groupe de 60 bénéficiaires ayant reçu une formation de facilitateurs de FFS, organisée par la FAO. Ces 60 facilitateurs vont appuyer la mise en place de FFS dans les « Villages ruraux intégrés » dans le sud du Burundi, villages qui accueillent les réfugiés et les déplacés de guerre revenus au pays mais n'ayant nulle part où aller. A travers ces formations, plus de 18 FFS seront constitués d'ici la fin de 2011 tandis que plus de 630 rapatriés vont pouvoir échanger sur les bonnes pratiques agricoles.

Au cours du premier trimestre de l'année 2012, la FAO appuiera la mise en place de 138 Champs Ecoles Paysans (dont 24 FFLS et 8 JFFLS). Chacun de ces FFS compte entre 25 et 35 membres, pour un total d'environ 4.120 membres pour tous les FFS mis en place par la FAO au Burundi, à travers différents projets. La pérennité du système est encouragée, d'une part, par la mise en réseau des FFS déjà en place et de l'autre, par la création de nouveaux FFS animés par les agriculteurs et agricultrices ayant déjà participé à un FFS encadré par la FAO.

Le principal avantage des Champs Ecoles Paysans est qu'ils sont menés de manière participative. Les connaissances locales et techniques sont utilisées pour un apprentissage collabora-



© FAO / James Belgrave

tif et durable, étant entendu que les solutions sont trouvées par les bénéficiaires eux-mêmes. Les compétences sociopolitiques, notamment celles des femmes, sont renforcées, de la même façon que leurs capacités et connaissances agricoles et nutritionnelles.

L'effet multiplicateur des FFS est important car les activités sont souvent imitées par d'autres villageois, multipliant ainsi exponentiellement les effets positifs de cette approche innovante. Les JFFLS quant à elles constituent un puissant outil d'émancipation des petits exploitant(e)s et un appui essentiel à la constitution d'associations, coopératives et organisations d'agriculteurs et d'agricultrices.

Le regard est à présent fixé sur la consolidation et la mise en réseau des Champs Ecoles Paysans qui ont représenté une excellente base pour conduire de multiples initiatives innovatrices et participatives.

✳ **Pour informations supplémentaires, contacter :**
FAO Burundi
James Belgrave, Consultant en Communication
BP 1250, Bujumbura
Burundi
Tél : +257-22-206000
James.Belgrave@fao.org

L'horticulture urbaine et péri-urbaine au Burundi

Le projet HUP de la FAO est un projet d'appui au développement de l'horticulture urbaine et périurbaine mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage du Burundi. Le projet a démarré par une visite de terrain pour faire un état des lieux : les dimensions des terrains cultivables dont dispose chaque association, le nombre de membres actifs, les cultures pratiquées, ainsi que l'engagement de chaque association dans le maraîchage.

Formation

Après ce travail d'identification, le projet a organisé cinq formations pour préparer les associations de la zone urbaine et périurbaine pratiquant le maraîchage à se perfectionner dans le domaine. Les formations ont abordé plusieurs questions :

- le diagnostic participatif ;
- la gestion et restructuration des associations d'agriculteurs maraîchers ;
- la méthode Production et Protection Intégrée (PPI) ;
- les techniques horticoles en appui à l'école au champ ;
- la culture et production de semences de champignons.

Soixante associations urbaines et vingt associations périurbaines (soit 3.328 maraîchers, dont 2.318 femmes) ont bénéficié d'une formation centrée sur la gestion et la restructuration des associations, ce qui leur a permis de mieux s'organiser et de gérer leurs productions.

Quant à la formation sur la méthode Production et Protection Intégrée (PPI), elle était organisée à l'intention d'agronomes communaux et d'animateurs d'associations. Elle a permis de mieux comprendre le rôle que jouent les agronomes et d'examiner ensemble le type de collaboration pouvant être instaurée entre ceux-ci et les associations maraîchères.

Lors de la formation sur les techniques horticoles, les femmes ont eu l'occasion d'apprécier l'importance de la formation et de l'information pour améliorer leurs activités de maraîchage. Pour la plupart d'entre elles, l'agriculture constitue une activité quotidienne et elles se croyaient bien outillées en la matière. La formation leur a toutefois permis de réaliser que les méthodes qu'elles utilisaient étaient souvent archaïques et qu'il leur était possible de renouveler leurs champs.

Soutien continu

Aujourd'hui, les associations maraîchères membres du CAFOB sont identifiées et analysées grâce au diagnostic participatif, une méthodologie permettant aux associations

Le Collectif des Associations et ONG Féminines du Burundi (CAFOB) rassemble 87 associations féminines intervenant dans divers domaines de la vie. Parmi celles-ci, nombreuses sont celles qui sont engagées dans le maraîchage, dans le cadre du projet d'horticulture urbaine et périurbaine (HUP) de la FAO dans lequel le CAFOB est impliqué grâce à son partenariat avec Dimitra.

de comprendre leurs problèmes, contraintes, potentialités et l'importance des ressources naturelles dans leur environnement de production, en fonction de l'étendue des champs, des cultures pratiquées et de l'expérience dans le maraîchage.

Le projet HUP les soutient dans un processus de professionnalisation passant par l'approche PPI appliquée dans les écoles au champ, l'utilisation de semences de fondation, une formation qui commence depuis la préparation des pépinières, la préparation des champs, le semis, l'entretien des semences et ce jusqu'à la récolte. Un deuxième cycle de formations de 25 associations est en cours et leur permettra de bénéficier d'un microcrédit en vue d'améliorer leur production et leurs revenus. Aujourd'hui, les associations demandent à être formées par le projet en matière de commercialisation et pour la petite transformation des récoltes.

Journée Nationale de l'Horticulture

Le 11 novembre 2011, la Journée Nationale de l'Horticulture a été organisée pour la première fois au Burundi. Les associations maraîchères membres du CAFOB ainsi que d'autres associations de la zone urbaine et périurbaine qui pratiquent la culture de légumes, fruits et fleurs ont répondu massivement à l'invitation lancée par le projet HUP et se sont rencontrées au jardin public de la Mairie de Bujumbura.

Les organisateurs de la Journée ont donné l'opportunité aux associations d'exposer et de vendre leurs produits. On a remarqué, une fois de plus, que ce sont les femmes qui sont les plus engagées dans le maraîchage !

Des discours officiels lors de la Journée, les femmes des associations ont compris que cette Journée était organisée pour valoriser leur métier et cela leur a rendu la fierté. En témoigne une femme maraîchère qui a prononcé le discours au nom de tous les maraîchers et maraîchères. Elle n'en revenait pas de se tenir aux côtés de la Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage pour parler de son métier !

Echanges et collaboration

En décembre 2011, le CAFOB a organisé un atelier de mise en réseau de 70 associations maraîchères de la zone urbaine et périurbaine partenaires dans le projet HUP. Le réseautage permettra à ces associations de partager toutes les informations en rapport avec leurs activités, du semis jusqu'à la vente. Les associations ne seront plus isolées, mais elles travailleront en étroite collaboration, pour être plus performantes, augmenter la production et créer des marchés d'écoulement organisés en ayant un esprit de collaboration et d'échange.

* Pour informations supplémentaires, contactez : CAFOB

Anne-Spès Nishimwe, Chargée d'information et de communication
BP 561, Bujumbura, Burundi
Tél : +257-22-218409
cafob.cafob1@yahoo.fr

FAO-Burundi

Grégoire Mutshail Mutomb K, Conseiller technique principal - Projet HUP
BP 1250, Bujumbura, Burundi
Tél : +257-22-206000
gregoire.mutshail@fao.org



Sénégal | Meilleures techniques pour la transformation de produits halieutiques par les femmes de Toubacouta

Le Programme Italien pour la Sécurité Alimentaire (PISA) a formé les femmes de Toubacouta à de nouvelles techniques de transformation de produits halieutiques. Ceci les aide à garantir la sécurité alimentaire de leurs familles.

Après avoir quitté le calme de leur village et parcouru plus de 250 kilomètres, Yandé Ndaw, transformatrice de produits provenant de la pêche et Présidente de l'Union locale des femmes de Soucouta et ses amies arrivent à Dakar. Exténuées mais contentes, car elles s'apprêtent à vivre une expérience nouvelle et palpitante. Elles sont venues avec plusieurs centaines de kilos de produits halieutiques transformés dans leurs bagages – du poisson séché, des coquillages, des crevettes et des huîtres séchées.

En marge de la célébration de la Journée mondiale de la Pêche, une petite foire de produits halieutiques a été organisée à Dakar par la Fédération Nationale des Groupements d'Intérêt Economique de Pêcheurs (FENAGIE PECHE). Yandé, Marème, Fatou et trois de leurs collègues, six femmes au total, représentantes des six unions de groupements de femmes venues de Toubacouta, ont saisi cette opportunité pour écouler la presque totalité des produits qu'elles ont amenés. Le secret de cette réussite réside dans la bonne qualité des produits que ces femmes transforment.

Meilleures techniques grâce au PISA

Pour Yandé et ses amies, toutes les occasions sont bonnes pour vanter les mérites du Pro-



gramme Italien pour la Sécurité Alimentaire (PISA), qui leur a permis de maîtriser les techniques de transformation des produits halieutiques. A Toubacouta, ces femmes constituent les principales bénéficiaires des actions du PISA qui cherche à aider les ménages défavo-

risés à garantir leur propre sécurité alimentaire à travers la valorisation des produits sur le marché.

La formation des femmes à de nouvelles techniques de transformation a été identifiée comme un moyen efficace pour valoriser les produits de la pêche en s'inscrivant dans une perspective de durabilité de la ressource. Plusieurs sessions de formation ont été tenues, avec 20 femmes par union. Pour la formation initiale, 80 femmes de quatre unions ont participé. Des séances de démultiplication ont été ensuite organisées par ces dernières au profit des autres membres de leur union.

Pour avoir des produits de qualité irréprochable, un accent particulier a été mis sur le respect des règles d'hygiène et de salubrité, le choix de la matière première, le processus de fermentation, le salage et le séchage. En marge des sessions de formation, les femmes ont reçu plusieurs types de matériel devant leur permettre d'améliorer leurs activités. Elles disposent désormais de quatre pirogues motorisées pour aller récolter les coquillages, sans dépendre des hommes, et des équipements de manutention et de transformation. La gestion de ce matériel, de manière consensuelle, a permis de constituer un capital de 7200 \$.

Une stratégie de communication pour le développement

Afin de soutenir le PISA en apportant des solutions aux problèmes de communication auxquels font face le personnel et les bénéficiaires du programme, une stratégie de communication pour le développement a été mise au point sur base d'un état des lieux détaillé. Les objectifs pointés sont les suivants :

- Identifier et créer des mécanismes qui permettront de faciliter les échanges entre toutes les parties prenantes et favoriser les interactions à tous les niveaux avec un accroissement sensible des flux d'information.
- Créer des contenus qui prennent en compte les besoins des bénéficiaires et qui

vont les aider à adopter les changements souhaités et diffuser ces contenus à travers de canaux d'information choisis pour leur adéquation avec les cibles de la stratégie.

- Accroître la visibilité du projet pour susciter une plus grande adhésion des populations cibles et également toucher d'autres populations du pays par le biais de la diffusion de nouvelles connaissances.
- Créer des mécanismes de suivi/feed-back afin d'obtenir en continu des informations sur les parties prenantes concernant l'avancement et la perception des activités du projet, dont les activités de communication (Focus Group, Entretien individuel approfondi (EIA), formulaires, etc.).

Un montant symbolique est payé sur chaque matériel utilisé. Grâce au fonds constitué, 239 femmes ont pu bénéficier d'appui sous forme de prêts individuels et l'entretien des pirogues ainsi que l'achat de petits matériels ont pu être assurés.

La construction en cours de sites de transformation adaptés vient parachèver cette entreprise de valorisation des produits halieutiques dans la communauté rurale de Toubacouta. Non seulement ces sites favoriseront une assurance de qualité des produits, mais ils vont aussi permettre à ces femmes de renforcer leur leadership dans le secteur, de réduire considérablement la pénibilité des travaux et de raccourcir les temps de fabrication.

Effet multiplicateur

Un effet d'imitation commence à être noté chez les femmes non bénéficiaires du PISA qui pratiquent des activités de transformation et qui copient les principes des formations dispensées.

La stratégie de communication pour le développement du PISA (voir encadré p.18) vise à amplifier ce phénomène à travers une diffusion des bonnes pratiques parmi les bénéficiaires et au-delà. Le but est d'amener ces dernières à adopter les changements souhaités à travers un processus participatif.

«Le consommateur préfère les produits propres qui respectent les normes de qualité quant à la santé, au goût et à la valeur nutritionnelle», «Les produits halieutiques de qualité se conservent plus longtemps», «Assurez la maintenance et le fonctionnement permanent des équipements car la pérennité de vos activités en dépend»... Voici quelques messages destinés aux bénéficiaires. Différents supports seront utilisés pour que ces messages atteignent leurs cibles – vidéo, radio, TV, affichage, visites d'échange, chansons, théâtre, etc.

Un magazine télévisé est en cours de tournage avec comme principales protagonistes les femmes transformatrices. Yandé et ses amies, qui ont déjà été filmées lors de leur visite à Dakar, seront à nouveau devant l'objectif de la caméra pour expliquer la nouvelle technique de transformation qu'elles utilisent et les résultats positifs déjà obtenus. Le film sera diffusé à la télévision nationale et fera l'objet de projections dans les villages isolés, comme le village insulaire de Bossinkang. La projection sera suivie de discussions qui permettront des



PISA, Programme Italien pour la Sécurité Alimentaire

Au Sénégal, les secteurs de l'agriculture et de la pêche emploient à eux seuls plus de la moitié de la population et contribuent pour près de 17% à la formation du PIB. Les potentialités sont immenses et loin d'être exploitées alors que les populations rurales qui s'activent dans les deux secteurs comptent parmi les plus défavorisées du pays. Malgré l'existence de terres arables, d'eau de surface et souterraine pour l'irrigation ainsi que le retour des hivernages pluvieux et un littoral de 718 km de côtes réputées parmi les plus poissonneuses au monde, l'insécurité alimentaire reste très élevée dans le monde rural.

Pour appuyer les populations, le gouvernement du Sénégal, la coopération italienne et la FAO ont décidé d'implanter un programme pour accompagner les organisations de producteurs et de productrices dans la valorisation de filières porteuses, en vue de favoriser la réduction de la pauvreté et d'assurer la sécurité alimentaire.

Le PISA est un programme régional déployé par le Gouvernement italien au niveau de

sept pays de l'Afrique de l'Ouest – Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Sénégal et Sierra Léone – pour aider les populations de la sous-région à surmonter la situation d'insécurité alimentaire dans laquelle elles sont plongées.

Le projet national du Sénégal a démarré en juillet 2008. Il a pour cible les producteurs et productrices pour la mise en marché d'oignons de qualité à Léona, la diversification des productions maraîchères et céréalières à Wack Gouna, et la transformation de produits halieutiques à Toubacouta.

Dans son intervention, le PISA ne privilégie pas les équipements de production et la distribution d'intrants destinés à accroître la production des spéculations exploitées jusque là par les populations bénéficiaires, mais fait le choix délibéré d'aider ses partenaires à valoriser ce qui est déjà produit, à diversifier les spéculations pour ne plus être otage d'une monoculture et à commercialiser les produits dans des conditions optimales afin d'augmenter les revenus.

échanges entre les transformatrices et les techniciennes pour faciliter l'adoption de la nouvelle méthode de transformation des produits halieutiques.

* Pour en savoir plus, contactez :
Ibrahima Faye, Coordinateur National PISA au Sénégal
ibrahima.faye@fao.org
www.fsca-pisa.org



Prix International Roi Baudouin pour le Dr Denis Mukwege

Le Prix International Roi Baudouin pour le Développement 2010-2011 a été décerné par la Fondation Roi Baudouin (FRB) en mai 2011 au Dr Denis Mukwege, gynécologue et directeur de l'hôpital de Panzi, à Bukavu, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Le Prix a été attribué au Dr Denis Mukwege pour son action qui permet de restaurer la dignité de milliers de femmes victimes de violences sexuelles, à travers des soins médicaux et un soutien social, pour son dévouement à mettre en œuvre un système de soins de santé intégré dans l'Est du Congo et pour son engagement profond en faveur de son pays natal, plaidant sans relâche pour un retour à la paix dans une région où la terreur et la peur détruisent jusqu'à l'essence de la société.

Car, au-delà de son travail à l'hôpital de Panzi, le Dr Mukwege a acquis une renommée internationale en plaidant infatigablement la cause des victimes de violences sexuelles en RDC. Encourant des risques pour sa propre vie, il interpelle inlassablement les responsables politiques en leur demandant d'assurer une meilleure protection des femmes dans la région.

Le Dr Mukwege a aussi entrepris de mettre en place, dans cette région de l'Est de la RDC, un système de soins intégré qui défie la violence et le chaos. Cette volonté, couplée à son engagement médical, en fait pleinement un acteur du développement.

Le Dr Peter Piot, alors Président de la FRB, l'a souligné: «Le Dr. Mukwege est l'un des plus grands humanitaires d'Afrique et son travail est source d'espoir et d'inspiration pour les populations du continent. Il met en lumière l'une des violations des droits humains dans le monde les plus pernicieuses et inacceptables – la violence contre les femmes.»

«C'est un privilège et un honneur pour moi de recevoir le Prix International Roi Baudouin pour le Développement. Mais avant toute chose, je vous remercie pour l'opportunité offerte de réitérer le besoin critique d'agir en faveur des femmes en RDC. Nous ne pouvons rester silencieux devant une injustice si grave – détruire les femmes, c'est détruire la vie», a répondu le Dr Mukwege. Il répète souvent: «Je préférerais être un médecin anonyme que d'être reconnu dans le monde pour une situation à laquelle le monde ne veut pas mettre fin, d'être reconnu parce que j'essaie de réparer les conséquences terribles de la bêtise humaine et de lutter contre une telle tragédie.»

Parcours et action du Dr Mukwege

Denis Mukwege est né en 1955 au Sud-Kivu. Il entreprend des études de médecine au Burundi et se spécialise en gynécologie et obstétrique en France. A son retour, il installe un service de gynécologie dans sa région natale, mais cet établissement sera détruit lors de la première guerre civile qui dévaste l'Est du pays. Le Dr Mukwege doit fuir et s'installe à Bukavu, où il constate à nouveau la souffrance des femmes qui n'ont pas accès à des soins adaptés lors de l'accouchement. Il décide alors de construire une maternité à Panzi, dans la banlieue sud de cette ville.

L'hôpital de Panzi verra le jour en 1999. Alors que son objectif premier était de mettre une médecine dénuée de but lucratif à la disposition de la population de Bukavu, il devient très rapidement un centre de référence pour les victimes de violences sexuelles.



© Wouter Rawoens

Dans cette région déchirée par la guerre, des centaines de milliers de femmes ont été violées ou brutalement mutilées les 16 dernières années. A l'hôpital de Panzi, où les soins sont gratuits, les victimes de violences sexuelles retrouvent l'envie de vivre. Elles sont prises en charge d'une manière globale: le traitement des blessures physiques et émotionnelles s'accompagne d'un travail de réinsertion sociale et économique.

* Pour en savoir plus, voir:
www.panzihospital.org

Le Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique (avant le Prix International Roi Baudouin pour le Développement) récompense les personnes ou les organisations qui s'emploient de manière remarquable dans le domaine du développement en Afrique.

Le Prix met en lumière les initiatives innovantes destinées à améliorer la qualité de vie en encourageant la population locale à prendre elle-même son développement en main.

Toutes les informations sur le Prix, ses lauréats précédents et les procédures de sélection sur www.kbprize.org



© Wouter Rawoens

RDC | A vélo pour combattre le viol au Katanga

Les lectrices et lecteurs qui suivent la situation en République démocratique du Congo (RDC) savent que le pays est profondément touché par un fléau de violences sexuelles. L'opinion publique sait que la situation est grave à l'est du pays mais ignore souvent que les populations autour du Parc Upemba, dans le nord du Katanga, ont également été durement frappées pendant la guerre.

Bien qu'il soit difficile de trouver des statistiques fiables sur la situation actuelle, des rapports et visites sur le terrain démontrent que, malgré les campagnes de sensibilisation et d'encadrement qui ont eu un impact important, le contexte sécuritaire, juridique, socioéconomique et surtout socioculturel et coutumier font que le fléau persiste et continue à détruire des milliers de vies chaque année.

Le viol reste un sujet tabou

Le tabou qui entoure ce sujet est l'une des causes de la persistance de ce fléau, aggravé par l'impunité qui est son corolaire. Les femmes dénoncent rarement le fait qu'elles ont été violées parce qu'elles ont peur d'être stigmatisées et rejetées par leur famille et leur communauté. En parlant du viol, elles risquent de perdre leur sécurité et leur avenir. Souvent, la communauté leur tourne le dos à un moment où elles auraient pourtant vraiment besoin de leur appui, soutien et compréhension.

C'est dans ce contexte qu'une équipe de bénévoles de l'ONG Kanyundu et du Réseau Femme et Développement-Katanga (REFED-Katanga) a organisé une campagne de sensibilisation dans la région de Luena (Territoire de Bukama, District de Haut-Lomami, Province du Katanga). Les communautés ciblées ont notamment été choisies en raison de leur situation géographique centrale, de la présence d'une population relativement importante et de l'intensité de la problématique des violences sexuelles.

A vélo pour combattre le viol

Compte tenu du mauvais état des routes dans la région de Luena et de l'absence d'un réseau téléphonique, de la radio ou de la télévision, les

communautés sont totalement isolées, en particulier pendant la saison des pluies. Le vélo est le principal moyen de transport, pour les personnes, les biens... et aussi pour la campagne de sensibilisation organisée par les bénévoles. «A vélo, nous avons pu atteindre assez facilement des communautés qui sont normalement dépourvues d'information» a indiqué l'un d'entre eux.

Inspiré par le projet «Cinéma Mobile», l'équipe a organisé un cycle de projections du film «Fighting the Silence/Combattre le silence». Dans ce film, des victimes de viol et leurs familles témoignent publiquement de ce qu'elles ont vécu et des conséquences qu'elles ont subies. Avec ces témoignages, elles donnent une voix à des milliers d'autres – hommes et femmes – qui ont choisi de garder le silence plutôt que de risquer que leur propre famille et la communauté leur tournent le dos. Les témoignages montrent qu'il est possible de dénoncer et comment le faire.

Le film a été projeté dans six villages. Après la projection, le public avait l'opportunité de réagir et d'exprimer ses émotions, poser des questions, donner des opinions, etc. De cette manière, les communautés ont été encouragées à briser pour une première fois le mur du silence et à échanger leurs idées. A la fin des débats, les participants ont été informés sur les actions à mener en cas de violences sexuelles pour que les victimes soient bien encadrées au niveau médical, psychosocial et juridique.

Plus ou moins 2500 personnes ont ainsi participé à ces projections et aux débats communautaires. A Bukama et à Kintobongo, l'équipe



© Sandra Nelles

a également organisé des formations pour quelque 120 leaders communautaires qui ont reçu des supports d'information (brochures, fiches d'enregistrement de cas de viols, etc.). Dans ces ateliers, l'équipe a dénoncé l'impunité et insisté sur l'importance d'une bonne éducation de base pour les enfants qui en sont dépourvus en ce moment.

La combinaison des projections et des débats a permis d'atteindre un grand nombre de personnes en une seule fois avec le message de sensibilisation. Parfois il y avait jusque 700 spectateurs! L'utilisation du vélo n'a pas seulement attiré énormément l'attention partout où l'équipe passait, mais a aussi beaucoup rapproché celle-ci des populations.

Comme les populations rurales ne sont pas du tout informées au sujet des violences sexuelles, cette campagne était une première étape nécessaire. Mais il est clair qu'il en faudra encore bien davantage avant que les gens ne commencent à changer de mentalité et de comportement.

- * Plus d'informations sur le projet:
Guy Capals – guy.capals@gmail.com
<http://velovsviolfr.blogspot.com>
- * Plus d'informations sur le film:
www.fightingthesilence.com
www.mobilecinemafoundation.com



© Sandra Nelles

2012 | Année internationale des coopératives : des entreprises pour un monde meilleur

2012
Année
internationale des
Coopératives



L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2012 Année internationale des coopératives, soulignant ainsi la contribution de ces dernières au développement socio-économique, et notamment leur impact sur la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'intégration sociale.

Sous le thème « Les coopératives, des entreprises pour un monde meilleur », l'Année internationale des coopératives 2012 a pour but d'encourager leur création et croissance. Concrètement, il s'agit de sensibiliser les individus, les communautés et les gouvernements sur la contribution des coopératives au développement socio-économique, de souligner leur diversité et esprit d'initiative, et d'encourager les gouvernements à élaborer des politiques, des législations et des réglementations favorisant leur formation et leur croissance.

Les coopératives sont des entreprises commerciales détenues et contrôlées par les membres au service desquels elles se trouvent. Cela signifie que les décisions sont prises dans ces entreprises sur la base d'un juste équilibre entre la recherche du profit et les besoins et intérêts de leurs membres et communautés. Elles peuvent ainsi fortement contribuer à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à l'intégration sociale, et représentent une autre façon de faire des affaires et de favoriser le développement socio-économique.

Elles jouent un rôle essentiel dans le secteur de l'agriculture et du développement rural. On estime

que 30% des 300 plus grandes coopératives opèrent dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, la plupart étant établies dans des économies développées (France, Japon, Etats-Unis) et qu'elles commercialisent jusqu'à 50% de la production agricole mondiale. Mais dans les pays émergents et dans ceux en développement, leur contribution à l'économie est tout aussi importante.

“ Les coopératives rappellent à la communauté internationale qu'il est possible d'allier la viabilité économique à la responsabilité sociale ”

BAN KI-MOON | SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

Au Brésil, par exemple, les coopératives ont contribué en 2009 à hauteur de 37,2% au PIB agricole – et de 5,4% au PIB global – avec 1 million de membres dans les coopératives du secteur agricole. En Inde, 16,5 millions de litres de lait sont collectés chaque jour auprès de 12 millions d'agriculteurs membres de coopératives laitières. Les revenus que les femmes en

tirent représentent une part importante des entrées des ménages.

Au Kenya, les actifs de l'épargne et du crédit de ce type d'entreprises représentent 31% de l'épargne nationale brute. En Egypte, 4 millions d'agriculteurs ont des revenus grâce à leur adhésion à des coopératives agricoles, et en Ethiopie, ce sont environ 900 000 personnes du secteur agricole qui génèrent une partie de leur revenu grâce à ces mêmes coopératives.

La FAO reconnaît et réaffirme l'importance des entreprises coopératives pour améliorer la sécurité alimentaire. Elle participe activement à l'Année internationale des coopératives, principalement en aidant les gouvernements à promouvoir un environnement propice à leur développement et à renforcer les capacités des organisations paysannes afin qu'elles soient plus équitables et plus « inclusives ». Il est essentiel que les femmes membres de ces coopératives aient le même accès que les hommes aux intrants de production, aux débouchés, aux ressources naturelles, et aient voix au chapitre dans la prise de décisions.

✱ <http://social.un.org/coopsyear>

NOUVELLES ACTIVITÉS DE LA FAO RELATIVES À L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

🕒 Site Internet SOFA

Un site Internet consacré au rapport La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture (SOFA) 2010-2011, intitulé « Les femmes dans l'agriculture. Comblant le fossé entre les hommes et les femmes » est désormais disponible. On y trouvera des liens vers le SOFA, ainsi qu'une série de supports d'information présentant des faits et des analyses approfondies sur les différents thèmes examinés dans le rapport, parmi lesquels l'emploi rural, les services financiers et les technologies. Le site offre également des recommandations politiques, des vidéos et une rubrique « Le saviez-vous? ».

Parallèlement, une vidéo d'animation soulignant les principaux messages du SOFA a été préparée et est également disponible sur le site. La vidéo, d'une durée de 2 minutes, met en lumière de façon novatrice les principaux thèmes abordés dans le rapport. A la fois amusante et facile à comprendre, elle permet de se faire rapidement une idée du contenu du rapport et est un outil précieux permettant aux agent-e-s de développement de présenter succinctement le SOFA.

www.fao.org/sofa/gender

🕒 Document d'orientation #7 – Genre et emploi rural Briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale : Sortir les filles et les garçons du travail et les faire aller à l'école

Au lieu de fréquenter l'école, des millions de filles et garçons des zones rurales du monde entier sont obligés de travailler. Ils sont partout, mais leur présence est souvent masquée : dans les exploitations agricoles, les bateaux de pêche, les plantations, les zones montagneuses, à garder des troupeaux ou chargés des corvées domestiques. Le travail des enfants perpétue un cycle de pauvreté, non seulement pour les enfants eux-mêmes, mais aussi pour leur famille et leur communauté. Sans instruction, ces garçons et filles des zones rurales seront probablement les pauvres de demain. Les politiques doivent traiter à la racine les causes du travail des enfants et promouvoir l'emploi décent pour les adultes des zones rurales.

Ce nouveau document d'orientation sur genre et emploi rural, publié par la FAO, le FIDA et l'OIT examine les options politiques sensibles à la dimension du genre en vue de sortir les filles et les garçons du monde du travail et de les ramener à l'école. Tout en tenant compte des aspects caractéristiques du travail des filles et garçons en zone rurale, le document propose un ensemble de recommandations

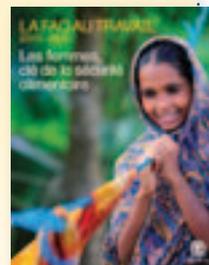
politiques touchant à l'emploi, à la vulnérabilité, à la législation, à l'éducation, aux politiques rurales, aux programmes et à la recherche, ainsi qu'au dialogue social, afin d'éliminer le travail des enfants et de briser le cycle de la pauvreté.

www.fao.org/docrep/014/i2008f/i2008f00.htm

🕒 La FAO au travail 2010-2011 : Les femmes, clé de la sécurité alimentaire

Ce numéro de « La FAO au travail » examine les conclusions du rapport SOFA ainsi que le formidable coup de fouet qui pourrait être donné à la production alimentaire si les femmes agricultrices se voyaient accorder un accès identique à celui des hommes aux ressources productives telles que les terres et le crédit – cela suffirait à délivrer entre 100 et 150 millions de personnes de la faim. La publication examine aussi l'évolution du programme de terrain de la FAO avec un budget avoisinant 1,5 milliard de US\$ et met l'accent sur les principaux faits saillants qui ont marqué cette période.

www.fao.org/docrep/014/am719f/am719f00.pdf



Ressources

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). La plupart des liens Internet sont trop longs pour être reproduits dans leur intégralité. En cas de difficultés d'accès aux publications sur le site Internet indiqué, il suffit souvent de faire une recherche sur Google.

SITES INTERNET

Gender in Ag

Il s'agit d'un forum en ligne de la Banque mondiale, de la FAO et du FIDA qui est destiné à fournir un accès aux ressources, aux outils et aux informations susceptibles d'aider les agents de développement et les autres parties prenantes à intégrer la dimension de genre dans le développement agricole. Le site se consacre à la sensibilisation aux questions d'égalité entre hommes et femmes et à l'amélioration de l'intégration du genre, afin de promouvoir une meilleure parité et une meilleure équité entre hommes et femmes dans le cadre du développement.

www.genderinag.org

eAtlas of Gender

L'eAtlas de l'égalité entre hommes et femmes, édité par la Banque mondiale, est un atlas électronique interactif qui permet aux utilisateurs de cartographier et de représenter des dizaines d'indicateurs liés au genre – y compris les salaires et les revenus, l'âge moyen du premier mariage, les allocations de congé maternel, les taux d'inscription à l'école, les violences à l'encontre des femmes et d'autres indicateurs – au cours du temps et entre pays. Il permet aux utilisateurs de voir comment un pays s'en sort en ce qui concerne plusieurs aspects du bien-être et de l'autonomisation. Cliquez sur un indicateur après avoir recherché un mot-clé, et une mappemonde indiquant les données les plus récentes concernant plus de 200 économies apparaît alors.

www.app.collinsindicate.com/worldbankatlas-gender/en

Global Gender and Climate Alliance (GGCA)

La GGCA, l'Alliance mondiale sur le genre et le climat, a été lancée à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Bali en décembre 2007. Parmi ses membres, on trouve plus de 50 agences des Nations Unies et organisations de la société civile. En collaborant, la GGCA continue d'être reconnue en tant que partenariat unique et efficace, qui donne un visage humain aux prises de décisions et aux initiatives relatives au changement climatique.

www.gender-climate.org

PUBLICATIONS

Parce que je suis une fille : La situation des filles dans le monde 2011 – Et les garçons dans tout ça ?

Ce rapport montre que, loin d'être une question ne concernant que les femmes et les jeunes filles, la question du genre concerne également les garçons et les hommes, et qu'il convient de mieux comprendre cet aspect si nous voulons obtenir un effet positif sur les sociétés et les économies. En s'inspirant des recherches menées, mais aussi des études de cas, il affirme que les hommes et les jeunes garçons doivent également participer au travail en faveur

de la parité, en tant que détenteurs du pouvoir, mais aussi en tant que groupe qui souffre aussi des conséquences des stéréotypes négatifs en matière de genre. Il formule également des recommandations d'actions, et indique aux décideurs politiques et aux planificateurs ce qui est vraiment susceptible de changer la vie des jeunes filles dans le monde entier.

Plan International, 2011
<http://plan-international.org/girls>

Kit Actu' Genre et changement climatique

Ce Kit expose pourquoi il est essentiel de traiter les aspects du genre et du changement climatique. Il présente des voies permettant de rendre les réactions au changement climatique plus sensibles au genre et – le cas échéant – mieux à même de changer la situation. Il contient des exemples stimulants d'innovations et de bonnes pratiques aux niveaux local, national et mondial. Le changement climatique est de plus en plus reconnu comme étant une crise mondiale, mais jusqu'à présent les réactions à ce changement se sont concentrées de manière excessive sur les solutions scientifiques et économiques. Comment, dès lors, s'efforcer d'adopter des politiques et des processus axés sur les personnes et tenant mieux compte de la dimension du genre en matière de changement climatique ? Comment réagissons-nous aux différents besoins des femmes et des hommes, tout en s'attaquant aux inégalités entre hommes et femmes, qui font que ces dernières risquent d'y perdre davantage que les hommes face au changement climatique ?

BRIDGE, 2011
www.bridge.ids.ac.uk/go/bridge-publications/cutting-edge-packs

Engendering the climate for change. Policies and practices for gender-just adaptation

Créer un climat de changement.
Politiques et pratiques pour une adaptation qui tienne compte du genre

Ce rapport de recherche met clairement en évidence les sources d'inquiétude des femmes dues au changement climatique. Il souligne que le changement climatique exercera une pression supplémentaire sur les activités des femmes, qui vont de l'agriculture à la collecte de fourrage, en passant par l'approvisionnement en eau, et analyse de manière critique les conséquences de ce changement pour la garantie des moyens d'existence des femmes. Il affirme que la plupart des réponses que l'Inde apporte au changement climatique, ainsi que ses politiques d'adaptation, sont au mieux « insensibles au genre », ou « neutres à l'égard du genre ». Même si le Plan d'action national sur le changement climatique (NAPCC) de l'Inde reconnaît explicitement et implicitement les préoccupations de genre, celui-ci ignore largement les mesures spécifiques au genre dans le cadre du mécanisme d'adaptation au changement climatique et de l'agenda proactif des questions de genre.

Alternative Futures et Heinrich Böll Foundation, 2011
<http://alternativefutures.org.in>

Girls Grow : A Vital Force in Rural Economies

Les filles grandissent : une force vitale dans les économies rurales

Cette publication identifie les possibilités d'autonomisation des jeunes filles rurales afin de stimuler le changement économique et social au sein de leurs familles et de leurs communautés. Les adolescentes doivent être parties prenantes pour que soit garanti le succès des stratégies agricoles et rurales de développement économique, car elles représentent un nombre important des futurs agriculteurs, dirigeants ruraux et décideurs mondiaux, et qu'elles sont également de futures mères. Les adolescentes rurales se voient confrontées à un triple défi, à savoir leur lieu de vie, leur sexe, et leur âge. Le rapport invite les gouvernements nationaux et les bailleurs de fonds bilatéraux à offrir des services et des possibilités améliorant la vie des jeunes filles et arment celles-ci pour réussir en tant qu'actrices économiques. Les actions recommandées consistent à faire en sorte que les jeunes filles achèvent leur cursus d'enseignement secondaire, à améliorer l'accès à la formation professionnelle, à éliminer les obstacles que les jeunes filles rencontrent sur leur lieu de travail, à développer la capacité de décision des jeunes filles, à améliorer l'information relative aux services de santé ainsi que la prestation de ces mêmes services auprès des jeunes filles dans les zones rurales, ainsi qu'à assurer la sécurité des jeunes filles.

The Chicago Council on Global Affairs, 2011
www.thechicagocouncil.org

Le progrès des femmes dans le monde 2011-2012 : en quête de justice

Ce rapport montre que, lorsqu'ils fonctionnent, les lois et les systèmes judiciaires fournissent aux femmes un mécanisme essentiel à l'exercice de leurs droits. Toutefois, le rapport souligne également que, pour des millions de femmes, malgré les nombreuses garanties d'égalité existantes, la justice reste hors de portée. Le rapport met l'accent sur les obstacles pratiques auxquels les femmes, en particulier les plus pauvres et les plus exclues, sont confrontées lorsqu'elles appréhendent le système judiciaire. Il met également en lumière les approches innovantes adoptées par les gouvernements et les actrices et acteurs de la société civile pour aider les femmes à surmonter ces obstacles. Il examine la façon dont des femmes ont su concilier le respect de leurs droits et la vie au sein d'un système juridique pluraliste. Il souligne aussi les défis importants que doivent surmonter les femmes en quête de justice dans les situations d'après conflit de même que les formidables opportunités de changement qu'offrent ces périodes extrêmement difficiles.

ONU Femmes, 2011
<http://progress.unwomen.org>



© FAO / G. Napolitano

☉ **Les femmes et la terre. Des droits fonciers pour une meilleure vie**

La terre est un important moyen de protection contre la pauvreté dans les pays en développement. En de nombreux endroits, les droits des femmes à la terre sont toutefois bafoués, ce qui perpétue la pauvreté et accentue l'inégalité des sexes. Étonnamment, il existe peu d'informations détaillées sur le rapport des femmes à la terre, et encore moins de données provenant des femmes elles-mêmes. Le livre se concentre sur les constatations émanant d'études récentes portant sur 12 pays d'Afrique subsaharienne, où les chercheurs ont examiné de nombreux aspects – juridique, coutumier, politique et économique – des droits des femmes à la terre. Des chercheurs d'organisations non gouvernementales, des universitaires et des militants de la base ont collaboré avec les collectivités, étudiant les expériences vécues par les femmes dans des cadres précis.

IDRC, 2011
www.idrc.ca

☉ **Overcoming the barriers: How to ensure future food production under climate change in Southern Africa**

Surmonter les obstacles: comment garantir la future production alimentaire dans le contexte du changement climatique en Afrique australe

Pour ce rapport, Oxfam et Kulima Integrated Development Solutions ont interviewé des agriculteurs en Zambie, au Zimbabwe, au Mozambique, au Malawi et en Afrique du Sud à propos de leurs expériences relatives au changement climatique. Les agriculteurs font déjà activement l'expérience des pratiques agricoles en pleine mutation, et cherchent comment diversifier leurs moyens de subsistance en réaction au changement climatique et aux autres pressions, dans la limite des contraintes en matière de ressources. Toutefois, alors que les grands exploitants, pour la plupart, ont accès aux ressources nécessaires pour s'adapter, les petits exploitants agricoles rencontrent des obstacles majeurs. Les décideurs politiques doivent identifier les obstacles auxquels se heurtent les agriculteurs, et en particulier les petits exploitants, dans leurs tentatives d'adaptation au nouveau climat et à d'autres pressions à caractère environnemental, économique et politique.

Oxfam, novembre 2011
<http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications>

☉ **Pressions commerciales sur la terre**

Sept nouveaux rapports, parmi lesquels des études de cas d'Amérique latine, Asie et Afrique, mettent en lumière les implications de phénomènes tels que l'acquisition de terre à grande échelle et la concentration de la propriété foncière pour les petits producteurs et les communautés locales en raison de facteurs tels que la hausse de la consommation alimentaire, la hausse des prix des produits de base, la demande de matières premières pour la production d'agro carburants, le commerce de crédits carbone, la spéculation et la recherche de rentes. Avec ces études, 11 nouvelles notes d'orientation politique sont aussi lancées avec les principales conclusions et recommandations sur les grands défis posés par les pressions commerciales sur la terre. Le projet de recherche mondial sur les pressions commerciales sur la terre a réuni plus de 30 organisations de la société civile et les institutions de recherche pour fournir un large éventail de perspectives et de points de vue sur de nombreux aspects de la question.

ILC, 2011
www.landcoalition.org/cplstudies

☉ **Strategies to get gender onto the agenda of the "land grab" debate**

Stratégies destinées à mettre le genre à l'ordre du jour du débat sur la spoliation des terres

L'initiative « Pressions commerciales sur les terres » (CPL) de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) vise à seconder les efforts des membres de l'ILC et d'autres parties prenantes pour influencer sur les processus mondiaux, régionaux et nationaux en vue d'un accès sûr et équitable des femmes et hommes pauvres à la terre, face à la demande commerciale croissante. Ses recherches mondiales contiennent une analyse attentive et spécifique des incidences de l'initiative CPL en fonction des sexes, et notamment de ses effets sur les femmes. Les conclusions sont les suivantes :

1. Les femmes (ainsi que les ONG et OSC féminines) doivent s'organiser de manière active et stratégique, et ce à tous les niveaux, en vue de mettre sur la table les questions de genre concernant l'initiative CPL lors des processus actuels et futurs concernant les réponses réglementaires ;
2. Les incidences de la CPL en fonction des sexes doivent être sérieusement abordées dans le cadre de ce processus, en ce qui concerne les quatre aspects de la vulnérabilité des femmes (la discrimination systémique liée à l'accès à la terre, à la propriété et au contrôle, la discrimination systémique liée à la prise de décision, la relative pauvreté en terme de revenu, et enfin, la vulnérabilité physique au sens général) ;
3. Les questions de genre ne doivent pas être laissées pour compte dans le débat plus large sur les CPL.

ILC, Policy Brief, mars 2011
www.landcoalition.org

☉ **Smart water solutions. Examples of innovative, low-cost technologies for wells, pumps, storage, irrigation and water treatment**

Solutions intelligentes dans le domaine de l'eau. Exemples de technologies innovantes et peu coûteuses pour les puits, les pompes, le stockage, l'irrigation et le traitement des eaux

Cette brochure consacrée à l'eau donne des exemples d'innovations telles que l'utilisation de la lumière solaire pour purifier l'eau, de filtres à eau

efficaces et à faible coût, d'une micro-irrigation bon marché et de pompes manuelles produites au niveau local, qui sont cinq fois moins chères que les pompes importées. En utilisant ces différentes technologies, les familles rurales dans le besoin peuvent doubler, voire même tripler leurs revenus annuels. Les technologies décrites sont une vraie source d'inspiration.

CTA/KIT, 2010
www.cta.int

☉ **The Struggle over Land in Africa – Conflicts, Politics & Change**

Le combat pour la terre en Afrique – Conflits, politique et changement

Ce livre analyse le rôle des terres en tant que lieu et source de conflit, notamment en ce qui concerne l'élaboration des politiques, la gestion des crises et la reconstruction post-guerre et post-conflit. L'objectif principal des auteurs consiste à se faire une idée de la nature de l'élaboration des politiques concernant la terre et d'explorer les causes sous-jacentes de ces questions relatives aux terres, non seulement au niveau national, mais aussi en ce qui concerne l'Afrique en général. Ce livre couvre les questions liées à la terre au Kenya, au Rwanda, en Afrique du Sud, au Cameroun du Nord, en Namibie, au Mozambique, en Angola, en République démocratique du Congo, en Tanzanie et au Zimbabwe. Parmi les thèmes explorés: les conflits fonciers ethniques et indigènes, tradition contre modernité, les nouveaux intérêts fonciers, utilisation des terres et conflit, construction des Etats, politique et terres (par exemple réforme des terres agricoles), élaboration d'une politique foncière, planification, caractère inclusif/non inclusif; portée régionale des conflits fonciers et évolution des normes.

HSRC, 2010 – €30
www.hsrcpress.ac.za

☉ **World Development Report 2012: Gender Equality and Development**

Rapport 2012 sur le développement mondial: égalité des genres et développement

La vie des jeunes filles et des femmes a changé de manière spectaculaire au cours du dernier quart de siècle. Le rythme du changement a été stupéfiant dans certains domaines, mais dans d'autres, les progrès vers la parité homme-femme n'ont été que limités – et ce, même dans les pays développés. Le Rapport 2012 sur le développement mondial affirme que la parité homme-femme est un objectif de développement fondamental à part entière. Il s'agit aussi d'une mesure intelligente du point de vue économique. Une parité homme-femme améliorée est de nature à accroître la productivité, à améliorer les résultats en termes de développement pour la prochaine génération, ainsi que la représentativité des institutions. Le rapport se concentre également sur quatre domaines qui sont prioritaires si l'on veut que cette politique fasse des progrès: (i) réduire la mortalité féminine excessive et combler les fossés en termes d'éducation lorsqu'ils existent, (ii) améliorer l'accès des femmes aux possibilités de réussite économique (iii) aider les femmes à se faire entendre et renforcer leur rôle au sein du foyer et de la société, et enfin (iv) limiter la reproduction des inégalités entre hommes et femmes d'une génération à l'autre.

Banque mondiale, septembre 2011 – US\$26
www.worldbank.org/wdr2012